



UNE FENÊTRE OUVERTE SUR LE MONDE

Me/012

Le Courrier

Me/012

FÉVRIER 1961
(XIV^e ANNÉE)
FRANCE : 0,70 NF
BELGIQUE : 10 fr.
SUISSE : 0,80 fr.

**LE
VISAGE
DE LA
NOUVELLE
AFRIQUE**



ON FORME DES CADRES AFRICAINS. Au Ghana, un institut applique aux candidats aux postes-clés de l'administration, des tests collectifs en les plaçant devant des problèmes pratiques (voir reportage photographique page 24).

Photo © Paul Almasy, Paris



NUMÉRO 2

Pour des raisons indépendantes de notre volonté, ce numéro paraît en retard. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.



NOTRE COUVERTURE

Pour la première fois, 16 états africains indépendants étaient représentés à la dernière conférence générale de l'Unesco à Paris (voir page 4). Sur notre photo, une déléguée du Sénégal, Mme Madeleine Sar, se rendant à une séance.

Photo © Willy Ronis, Paris

Pages

- 4 **UN PLAN MONDIAL DE DEUX ANS**
par Daniel Behrman
- 6 **INSTANTANÉS DANS LA MAISON DE L'UNESCO**
en flânant avec un photographe
- 14 **UN AFRICAIN REGARDE LE MONDE**
par F.-I. Ajumogobia
- 17 **LE NOUVEAU VISAGE DE L'AFRIQUE**
- 18 **AFRIQUE 1961 - UNE NOUVELLE CARTE**
en cinq ans, 22 pays accèdent à l'indépendance
- 21 **DES ÉCOLES POUR L'AFRIQUE**
par Georges Fradier
- 24 **SIX HOMMES DEVANT UN PROBLÈME**
au Ghana, des "tests" révèlent les futurs chefs
- 28 **VERS L'HARMONIE DES RACES**
depuis 15 ans l'Unesco s'efforce de déraciner les préjugés,
par A. Métraux
- 30 **PICASSO INTERPRÈTE VÉLAZQUEZ**
13 versions des « Ménines »
- 32 **LE GRAND TÉLESCOPE S'APPELLE « BIMA SAKTI »**
l'Indonésie scrute la voix lactée, par Victor M. Blanco
- 33 **NOS LECTEURS NOUS ÉCRIVENT**
- 34 **LATITUDES ET LONGITUDES**

Mensuel publié par :
L'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation,
la Science et la Culture

Bureaux de la Rédaction :
Unesco, Place de Fontenoy, Paris-7^e, France

Directeur-Rédacteur en Chef :
Sandy Koffler

Rédacteur en Chef adjoint :
Gordon R. Behrens

Secrétaires de rédaction :
Édition française : Célia Bertin
Édition anglaise : Ronald Fenton
Édition espagnole : Amparo Alvajar
Édition russe : Veniamin Matchavariani (Moscou)
Édition allemande : Hans Rieben (Berne)
Édition arabe : Amin Chaker (Le Caire)

Maquettiste :
Robert Jacquemin

Ventes et distribution :
Unesco, place de Fontenoy, Paris-7^e.
Belgique : Louis de Lannoy, 22, Place de Brouckère, Bruxelles.



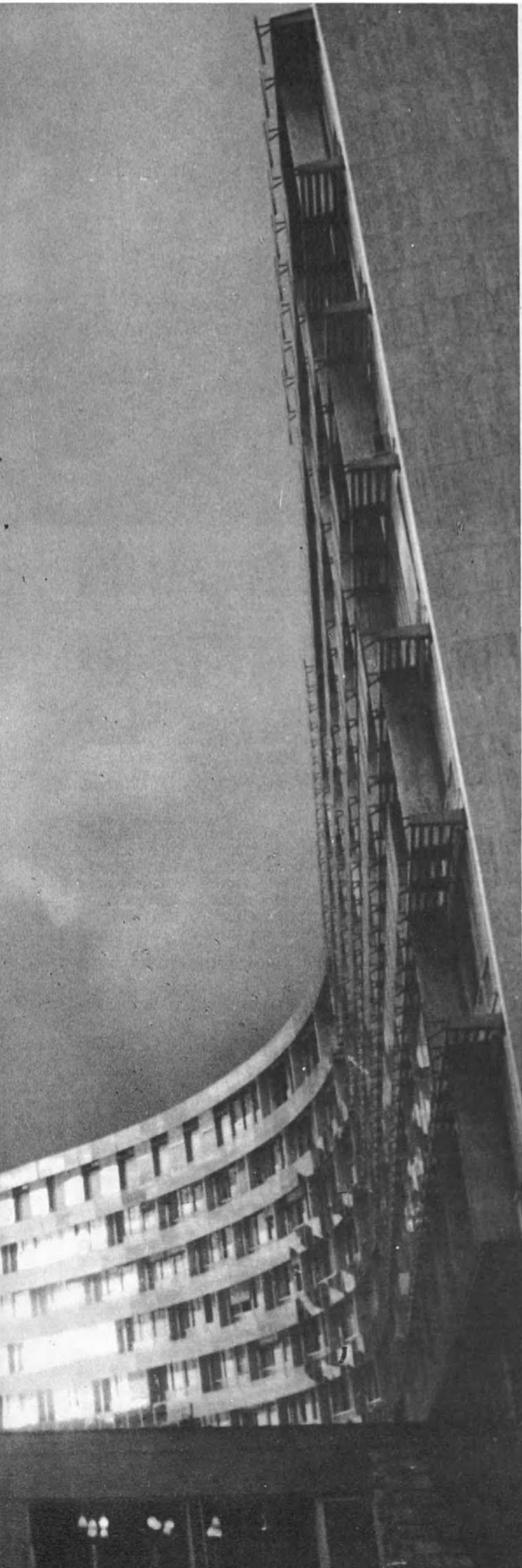
Les articles et documents non-copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés de la mention « Reproduit du Courrier de l'Unesco », en précisant la date du numéro en question. Deux justificatifs devront être envoyés à la direction du Courrier. Les articles signés ne pourront être reproduits qu'avec la signature de leur auteur. Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne sont renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant dans le Courrier expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas, nécessairement celles de l'Unesco ou de la Rédaction.

ABONNEMENT ANNUEL : 7,00 nouveaux francs ; 100 fr belges ; 8 fr suisses ; 10/-stg ; \$ 3.00. Envoyer les souscriptions par mandat C.C.P. Paris 12598-48, Librairie Unesco, Place de Fontenoy, Paris.
MC 61-1-155 F

Toute la correspondance concernant la Rédaction doit être adressée au nom du Rédacteur en Chef.

L'UNESCO LANCE UN PLAN MONDIAL DE DEUX ANS





« Le programme le plus ambitieux de l'Unesco depuis sa création il y a quinze ans. » C'est ainsi que fut désigné le plan de l'Unesco pour 1961-62, au terme de la Conférence générale qui réunit les représentants de 98 pays à la Maison de l'Unesco à la fin de l'année.

par Daniel Behrman

AVEC pour décor les drapés de béton d'une nef intemporelle et pour acteurs, en vestons neutres ou toges bigarrées, les délégués de quatre-vingt-dix-huit nations de toute la terre, la onzième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture vient de donner, à Paris, pour le monde entier, un spectacle réconfortant et inhabituel.

En effet, les travaux de la session se sont achevés dans une véritable communion d'idées bien que la Conférence n'ait pas hésité à aborder de front les dures réalités et les aspects les plus controversés de la vie internationale — y compris les problèmes du racisme, du désarmement, du colonialisme et du bon voisinage des nations et des résolutions importantes ont été approuvées (1). Cette confrontation de tendances, d'abord divergentes puis heureusement conciliées, a abouti à l'adoption d'un programme biennal qui est à la fois le plus ambitieux et le plus réaliste de l'histoire de l'Unesco.

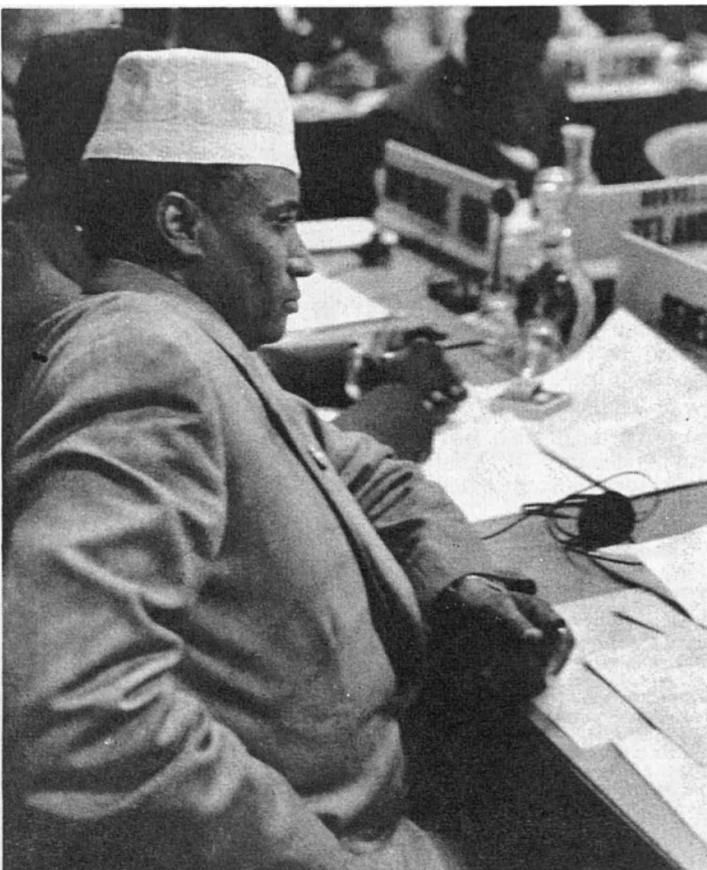
Ambitieux, car jamais l'Unesco ne s'était vu confier une série de tâches aussi importantes, auxquelles correspond pour 1961 et 1962 un budget de 32 513 228 dollars — le plus élevé que la Conférence générale ait jamais voté. Réaliste, car ce programme aborde franchement quelques-uns des problèmes essentiels de notre temps, en particulier ceux de l'éducation et ceux du continent africain — ce géant qui s'éveille soudain d'un long sommeil.

Symboliquement, la Conférence, qui a siégé pendant cinq semaines en novembre et décembre, a élu Président un Africain : M. Akale-Work Apte Wold, représentant de l'Ethiopie. Et sur les seize Etats qui, depuis 1958, date

(1) L'une s'adresse aux Etats membres « pour qu'ils encouragent et favorisent... l'utilisation des moyens d'information en vue d'améliorer la compréhension mutuelle entre les peuples et de faire ainsi échec à toutes tentatives visant à utiliser la presse, la radio, la télévision, le cinéma et les autres moyens d'information aux fins d'une propagande incitant délibérément ou insidieusement à des violations de la paix ou à des actes d'agression » ; une seconde déclare « que le colonialisme sous toutes ses formes... doit être rapidement supprimé et que l'accession à la liberté et à l'indépendance ne doit pas être retardée sous le faux prétexte du niveau insuffisant d'un territoire dans les domaines économique, social, éducatif et culturel » ; une troisième résolution fait appel aux Etats membres de l'Unesco « pour qu'ils prévoient, dans les programmes d'enseignement, des dispositions visant à assurer l'éducation de la nouvelle génération dans un esprit de relations pacifiques et de bon voisinage, de compréhension et de coopération mutuelle sur le plan international » ; une quatrième « condamne toute manifestation d'intolérance entre les races ou les peuples comme attentatoire aux nobles principes qui ont inspiré la création de l'Organisation des Nations Unies et de l'Unesco. »



Le vaste hall du bâtiment du Secrétariat que traversent les délégués pour se rendre aux conférences. Ci-dessous, pendant une réunion de la Conférence Générale, M Mahmoud Haju Ahmed, Directeur de l'Éducation de la Somalie, une des nouvelles nations africaines.



EN MATIÈRE D'ÉDUCATION AUCUN DE NOUS N'EST RICHE

de la dernière session, sont venus rejoindre les quatre-vingt-une nations, qui faisaient déjà partie de l'Organisation, seize sont africains.

Pour exécuter le programme adopté à Paris, l'Unesco disposera en 1961-1962, en plus de son budget ordinaire, de deux catégories de ressources supplémentaires : 12 000 000 de dollars au titre du Programme d'assistance technique des Nations Unies et 11 000 000 de dollars fournis par le Fonds spécial des Nations Unies. Le total dépassera donc 55 000 000 de dollars. Cette somme peut paraître élevée, mais, si elle était également répartie entre toutes les entreprises de l'Unesco dans le monde, il resterait vraiment peu de choses pour chaque projet.

C'est pourquoi la Conférence générale a décidé d'accorder la priorité à l'éducation.

Nulle part l'enseignement ne parvient à suivre le rythme actuel du progrès — même dans les pays où il s'appuie sur une longue tradition et une solide infrastructure. Dans les pays jeunes, où l'acuité des besoins n'a d'égale que l'insuffisance des ressources, et plus particulièrement en Afrique où l'encre des déclarations d'indépendance d'une douzaine de nations n'est pas encore sèche, ce retard prend des proportions véritablement tragiques.

L'urgence impérieuse du problème a provoqué chez les délégués une réaction salutaire, un réflexe de solidarité universelle — comme M. Vittorino Veronese, Directeur général de l'Unesco, s'est plu à le souligner — et de solidarité agissante.

Le Directeur général vit, en effet, avec plaisir, mais non sans quelque surprise, son projet de budget repoussé par 98 nations comme étant... insuffisant. Les Etats membres, non contents de majorer le montant proposé d'un million de dollars, se sont engagés, dans un émouvant élan de solidarité, à fournir encore plus d'un million de dollars en supplément.

La décision de donner la priorité à l'éducation est proclamée dans une résolution que la Conférence a adoptée à l'unanimité sur la proposition du Royaume-Uni et de l'Inde. Cette résolution demande aussi à l'Organisation des Nations Unies et à ses Institutions spécialisées d'accorder la même importance à l'éducation qu'au développe-



Photos © Willy Ronis, Paris

Vue d'une des cabines de traduction simultanée, la grande salle du bâtiment des Conférences en réunion plénière à la Conférence Générale. A droite, réunion dans la salle de comités offerte par la Suisse. Huit autres Etats ont décoré et aménagé des salles. Beaucoup d'autres dons ont été faits à la Maison de l'Unesco et au cours de la Conférence Générale, l'Iran a encore offert un magnifique tapis pour la Salle des Pas Perdus.

Entre le panneau de Picasso et l'un des piliers de béton dans le hall du bâtiment des Conférences, des délégués s'entrelient au sortir d'une réunion.

ment économique proprement dit dans les programmes en faveur des pays sous-développés.

Pour les deux années à venir, le programme de l'Unesco en matière d'éducation prévoit, d'une part des études et des services destinés à assurer le progrès général de l'enseignement, et d'autre part des activités destinées à aider les différents pays à développer leur système d'enseignement national. Dans les deux cas, l'accent est mis sur la planification de l'enseignement et son développement à l'échelon régional.

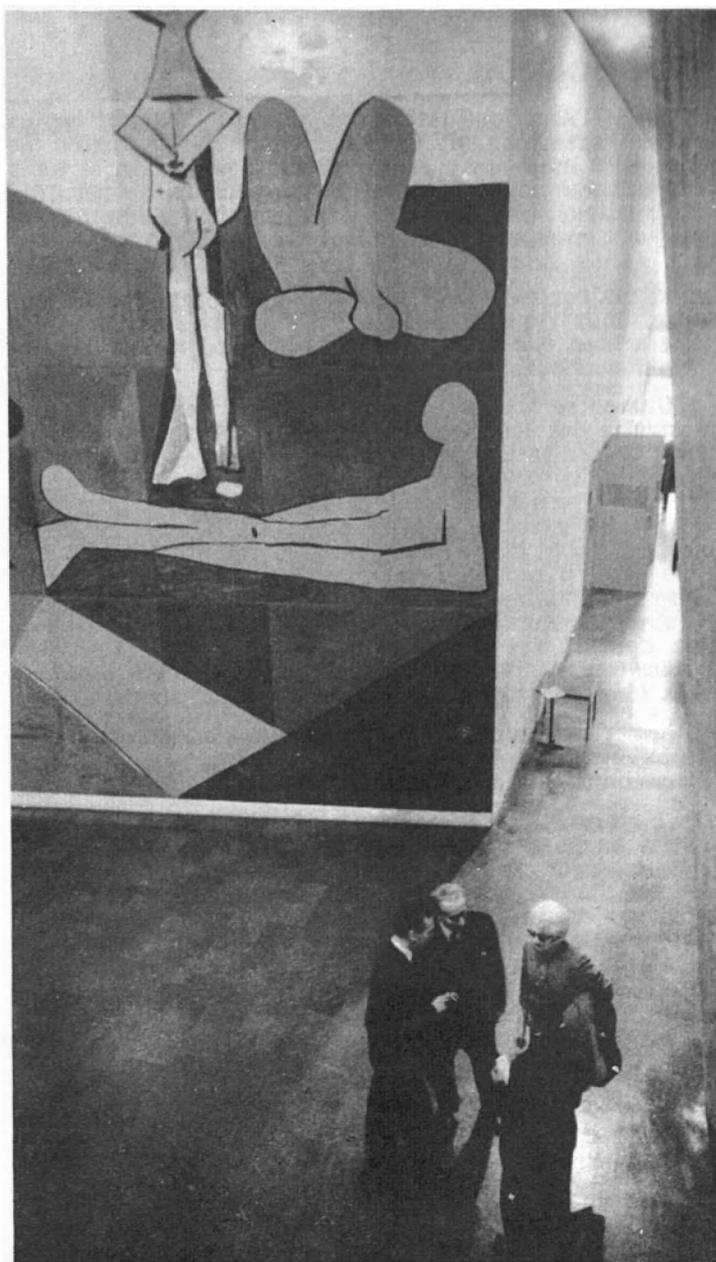
Cette double préoccupation apparaît dans la nature des services que l'Unesco assure au bénéfice des systèmes nationaux d'enseignement. Conformément aux décisions de la Conférence générale, une assistance pourra être offerte par l'Organisation dans trois grands domaines :

- Amélioration des programmes de formation des maîtres et des programmes scolaires ;
- Mise au point de méthodes modernes pour l'enseignement des sciences et des langues vivantes ;
- Emploi des auxiliaires audio-visuels.

En ce qui concerne ce dernier point, il convient de signaler que l'une des résolutions de la Conférence invite le Secrétariat à rechercher les moyens de faire bénéficier l'enseignement des plus récents progrès de l'électronique et des moyens de grande diffusion, afin que la portée de l'éducation ne soit plus limitée que par celle des émetteurs de radio et de télévision. L'idée d'un satellite artificiel retransmettant sur toute la surface de la terre des émissions de télévision éducative, au profit de centaines de milliers d'écoles, relève encore de la science-fiction, mais sans doute plus pour longtemps.

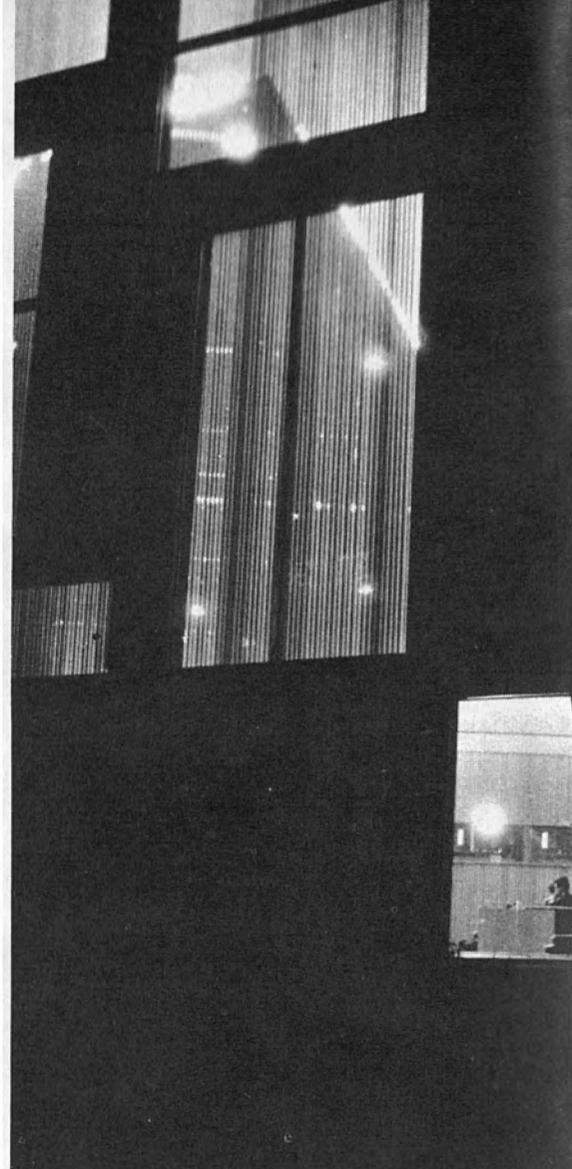
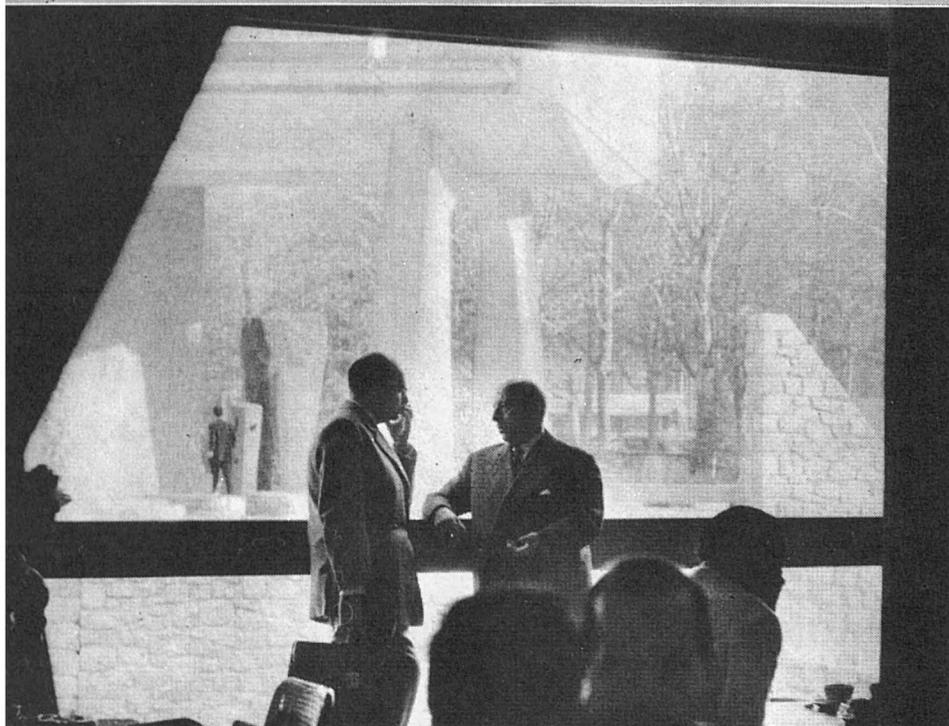
Au total, l'Unesco fournira plus de deux cents spécialistes internationaux à ses Etats membres pour les besoins de leur enseignement. Evidemment, l'action de l'Unesco devrait s'étendre à tous les niveaux et à tous les aspects de l'enseignement, depuis le jardin d'enfants jusqu'à la préparation de doctorats, mais il est non moins évident que ce serait là disperser ses efforts.

C'est pourquoi l'accent est mis sur l'enseignement primaire et secondaire, technique et général, dans les programmes régionaux qui concernent l'Afrique, les Etats



SILHOUETTES DANS LA NUIT

Séances officielles et dialogues officieux s'encadrent dans les fenêtres du Bâtiment des Conférences. Ci-dessous, une conversation au Foyer de Délégués. A droite, l'objectif explorant de nuit l'extérieur de la grande salle découvre les délégués en séance. A l'extrême droite, l'activité règne sur trois étages, des salles de presse du sous-sol à la salle de comités où un halo de lumière éclaire la table ronde.



PLAN MONDIAL (suite)

arabes et l'Amérique latine. En Asie, où l'objectif est de rendre l'enseignement primaire universel, l'Unesco se propose de créer un bureau régional d'éducation et deux centres régionaux de recherche pour s'occuper des constructions scolaires et de la formation d'administrateurs de l'enseignement.

En Amérique latine, l'Unesco applique depuis 1957 un projet majeur relatif à l'extension de l'enseignement primaire, dont l'exécution s'étendra sur dix ans. Dans les Etats arabes, elle envisage de constituer un réseau d'écoles normales associées.

L'Unesco se propose d'aider les pays neufs d'Afrique à construire des écoles, à produire du matériel d'enseignement, à former des maîtres et à dresser l'inventaire de leurs besoins. En outre, elle leur fournira des bourses. Mais elle n'a pas été seule à entendre l'appel de l'Afrique. Avant même la clôture de la Conférence générale, plusieurs nations y avaient généreusement répondu. Les Etats-Unis d'Amérique se sont engagés à fournir un million de dollars pour l'assistance à l'Afrique ; et la République fédérale d'Allemagne 100 000 dollars. En quelques heures, une douzaine de pays avaient offert 130 bourses aux pays africains et dix autres avaient annoncé qu'ils feraient prochainement des offres analogues.

La priorité accordée à l'éducation se traduira aussi par une extension en faveur de l'enseignement technique et professionnel au cours des deux années à venir.

Il n'est pas possible d'énumérer ici tous les projets inscrits au programme d'éducation de l'Unesco, mais on ne peut passer sous silence l'adoption par la Conférence générale d'une convention et d'une recommandation internationales sur la lutte contre les diverses formes de discrimination dans le domaine de l'enseignement. La convention vise à garantir à tous le droit à l'éducation, conformément à l'un des principes fondamentaux de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; elle définit la discrimination comme « toute distinction... qui a pour objet ou pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de traitement en matière d'enseignement ».

Dans le domaine des sciences exactes et naturelles, la Conférence générale a approuvé un plan d'action international échelonné sur dix ans, pour l'étude de problèmes scientifiques urgents et de portée mondiale. Il s'agit notamment d'explorer les océans — dont on a dit qu'ils sont moins connus que la lune — et de mobiliser de façon rationnelle les ressources de la science et de la technique, afin d'assurer l'industrialisation des pays en voie de développement (voir le *Courrier*, juillet-août 1960).

La participation de l'Unesco à l'expédition internationale de l'Océan Indien, organisée par le Comité spécial de recherches océanographiques, constitue l'élément le plus spectaculaire de son programme de sciences exactes et naturelles. Vingt navires laboratoires appartenant à quatorze nations effectueront des recherches dans l'océan, qui est à la fois le moins connu et le plus important — si l'on considère les besoins des centaines de millions d'êtres humains qui peuplent ses rivages.

En participant à cette expédition, et aussi dans le cadre de son propre programme, l'Unesco se propose de contribuer à la formation de spécialistes de l'océanographie. En outre, la Conférence a décidé la création d'une Commission intergouvernementale d'océanographie qui aura son siège à la Maison de l'Unesco.

Pour la mise en valeur des ressources naturelles du sol, le programme de l'Unesco prévoit la poursuite des recherches d'importance essentielles entreprises sur la zone tropicale humide et sur la zone aride. Pendant les deux années qui viennent, en ce qui concerne les recherches sur les zones arides, le Projet majeur de l'Unesco, qui se termine en 1962, évoluera graduellement vers des activités nationales accrues.

Les problèmes de la sismologie sont l'exemple même de ceux qu'aucun pays ne peut espérer résoudre à lui seul. Ces dernières années, ignorant les frontières naturelles et politiques, les séismes ont frappé impitoyablement le Moyen-Orient, l'Afrique du nord et l'Amérique du sud. Nul évidemment ne peut prédire un tremblement de terre, mais il est possible de délimiter avec précision les zones



Photos © Willy Ronis, Paris.

d'ébranlement et de réduire considérablement les dégâts en tenant compte des enseignements de la sismologie pour la construction des bâtiments et ouvrages d'art. Cette année et la suivante, l'Unesco enverra des missions dans deux régions particulièrement sujettes aux secousses : le massif des Andes et le bassin méditerranéen.

L'écorce terrestre fait aussi l'objet d'un autre projet de l'Unesco : il s'agit d'établir l'inventaire des diverses méthodes de prospection des ressources naturelles actuellement en usage. En même temps, l'Organisation préparera une étude à long terme de la plus précieuse de toutes les ressources : le sol lui-même.

Un autre élément important du programme scientifique de l'Organisation concerne le rôle de la science et de la technique dans l'industrialisation des pays neufs. L'Unesco a été invitée par ses Etats membres à organiser, en 1963 ou 1964, une conférence internationale destinée à faire le bilan des expériences dans ce domaine en vue d'aider les pays actuellement en cours d'industrialisation.

Ce projet prévoit notamment l'étude des délicats problèmes concernant l'aide à fournir aux pays agricoles pour leur permettre de s'industrialiser sans encourir les effets d'un déséquilibre social et économique.

L'industrialisation des pays en voie de développement est l'un des trois domaines prioritaires définis par la Conférence générale pour les dix prochaines années sur le plan scientifique. Les deux autres sont l'exploration des ressources naturelles et la coordination des activités scientifiques aux niveaux national et international.

L'éducation et la science constituent les deux principaux secteurs de l'activité de l'Unesco dans le cadre du programme adopté par la Conférence générale. Mais, dans d'autres secteurs aussi, l'Unesco a une mission à remplir. Au titre des activités culturelles, par exemple, une série de tâches précises et concrètes sont assignées au Secrétariat : études de synthèse dans le domaine des sciences de l'homme, diffusion de la connaissance des arts et des littératures, préservation du patrimoine culturel

de l'humanité, développement des musées et bibliothèques.

Pendant les deux prochaines années, l'activité la plus importante de l'Unesco dans ce domaine consistera à poursuivre la campagne internationale pour la sauvegarde des monuments de Nubie — ces inestimables trésors architecturaux et artistiques de l'Egypte antique que la construction du haut barrage d'Assouan, dans la République arabe unie, menace de faire disparaître sous les eaux du Nil (voir le *Courrier* : février et avril 1960).

Un projet pour la préservation du temple d'Abou-Simbel, le plus grand de ces monuments, a été présenté à la Conférence.

En Asie du sud-est, le Département des activités culturelles de l'Unesco devra faire face à un problème qui se pose dans tous les pays où ont été entreprises des campagnes d'alphabétisation des adultes et de scolarisation. Les « nouveaux alphabètes » risquent, en effet, de retomber dans l'analphabétisme pour la simple raison qu'ils n'ont rien à lire : les livres et autres publications dans leur langue maternelle sont difficilement accessibles ou d'un prix excessif.

C'est pourquoi l'Unesco fournira une assistance à des associations ou centres nationaux d'édition de cette région, principalement en Birmanie, à Ceylan, en Inde, en Iran et au Pakistan, ainsi qu'à un centre régional de production de textes de lecture, à Karachi, et décernera des prix aux auteurs et illustrateurs.

L'Unesco poursuivra aussi, pendant ces deux années, l'application de son Projet majeur relatif à l'appréciation mutuelle des valeurs culturelles de l'Orient et de l'Occident. Elle prépare une série d'études en collaboration avec des institutions japonaises, indiennes et libanaises, et prévoit la poursuite de recherches sur les civilisations de l'Orient et de l'Occident.

Les sciences sociales, qui contribuent au rapprochement des cultures et des hommes, représentent aussi un secteur important des activités de l'Unesco. Deux grands domaines d'action peuvent être définis ici : enseignement et recherche fondamentale en matière de sciences sociales,

“Tant que l'ignorance persiste dans un coin du monde...”

et application des sciences sociales aux problèmes de développement économique et social.

Dans ce dernier domaine, des études seront effectuées sur les problèmes d'urbanisation et de population en Asie du sud et en Afrique. Des enquêtes seront confiées à deux centres de l'Unesco : le Centre régional latino-américain de recherches de sciences sociales, à Rio de Janeiro, et le Centre de recherches sur les problèmes du développement économique et social en Asie méridionale, à l'Université de Delhi (Inde).

Parallèlement, le Département des sciences sociales de l'Unesco poursuivra ses travaux sur les relations raciales et sur les mesures discriminatoires concernant les femmes. Après avoir étudié les années précédentes la nature des préjugés, il entreprendra l'étude des causes profondes des explosions de haine raciale, particulièrement parmi les jeunes.

En matière d'information, trois grandes tâches ont été assignées à l'Unesco par la Conférence générale :

- Aide aux Etats membres pour le développement des moyens d'information (presse, radio, etc.) ;
- Emploi des techniques d'informations dans l'éducation ;
- Action en faveur de la compréhension internationale.

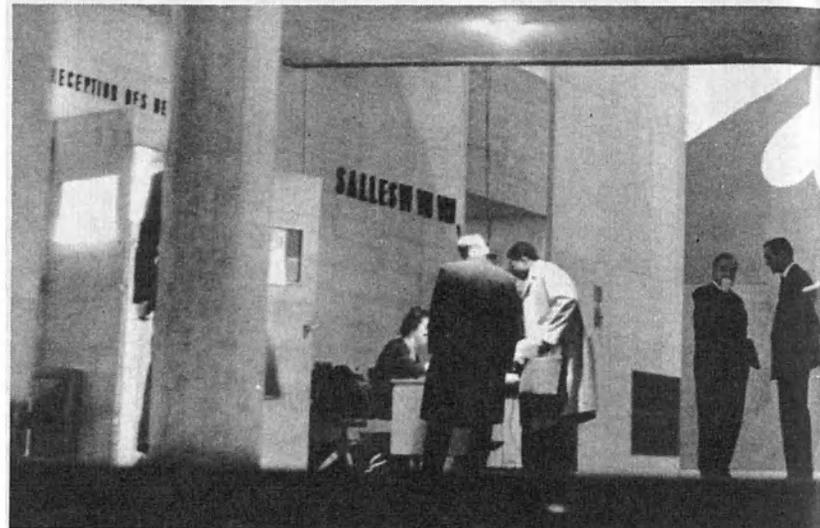
A ce propos, il convient de signaler que le *Courrier de l'Unesco* paraît maintenant en six langues (allemand, anglais, arabe, espagnol, français et russe) et qu'une édition en japonais est prévue pour avril.

Conformément au programme adopté par la Conférence générale, l'Unesco continuera à assurer le fonctionnement de deux centres internationaux d'enseignement supérieur de journalisme : à Strasbourg (France) et à Quito (Equateur). En outre, elle fournira une aide accrue en vue de la formation de personnel spécialisé pour la presse, le cinéma et la radio, à l'Asie du Sud-Est. Elle accordera aussi une assistance aux pays d'Asie pour l'étude de problèmes relatifs aux agences d'information et à la transmission des nouvelles.

MAIS, en analysant ici point par point le programme de l'Unesco, nous n'avons pas parlé de certains de ses aspects généraux qui présentent une grande importance. Signalons seulement à cet égard que le Service des échanges internationaux administrera, au cours des deux années à venir, plus de 1 700 bourses, dont 1 200 financées directement par l'Unesco, et que l'Unesco accordera une aide financière d'un montant de plus d'un million de dollars aux organisations non gouvernementales qui travaillent en liaison avec elle. C'est en partie grâce à ces organisations que l'Unesco peut assurer l'exécution d'un aussi vaste programme avec des ressources limitées.

Enfin, la Conférence générale a adopté un plan destiné à permettre à l'Unesco de fournir aux pays en voie de développement du « personnel d'exécution et de direction » dans les domaines de l'éducation et de la science. L'Organisation des Nations Unies fournit du personnel d'administration dans les mêmes conditions, depuis plusieurs années déjà, aux pays qui en font la demande.

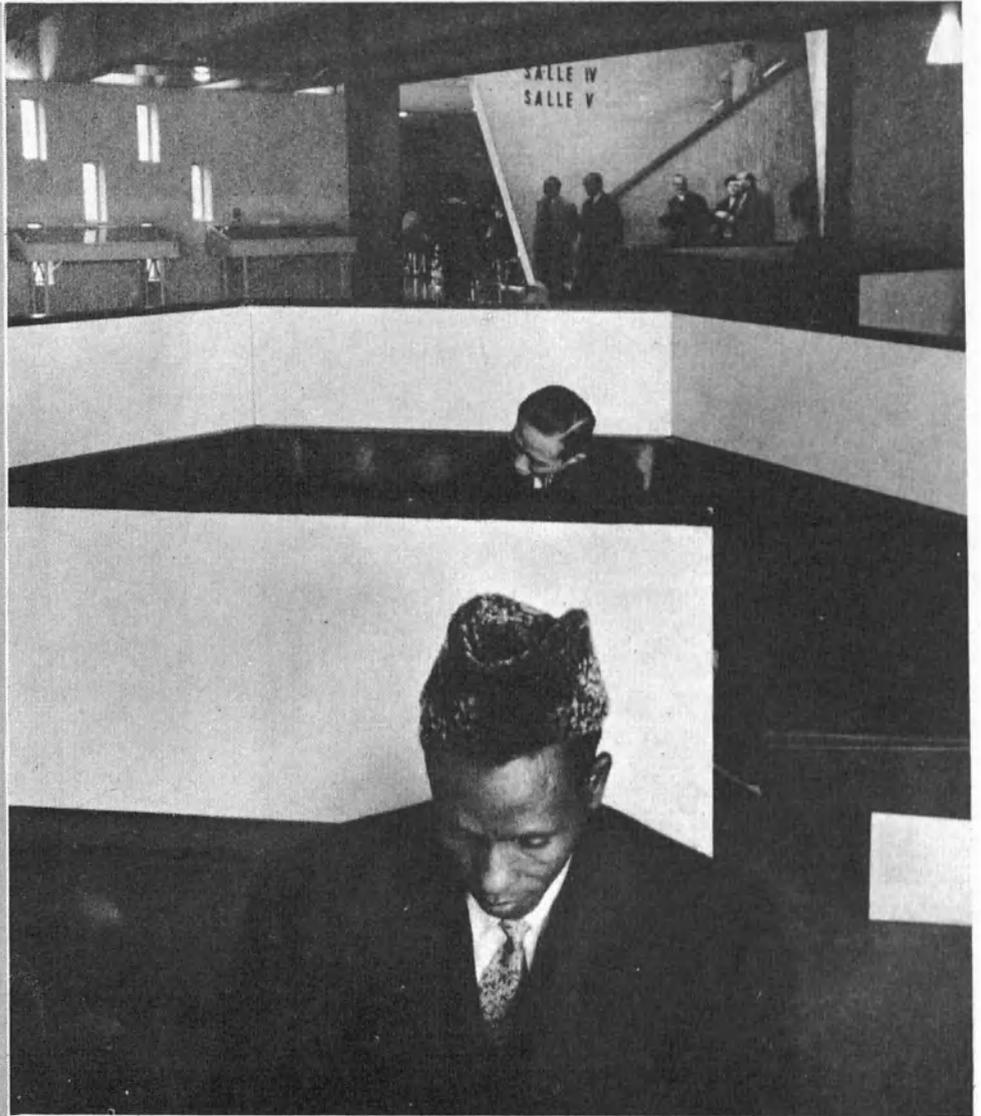
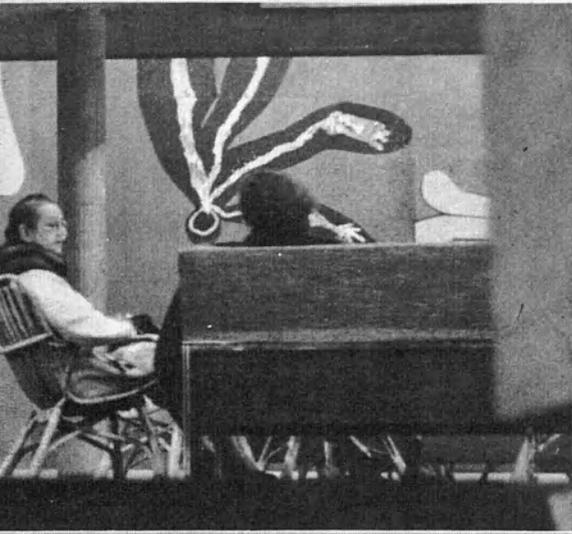
Nous venons de donner un bref aperçu des principales caractéristiques du programme de l'Unesco pour 1961-1962. La Conférence, a-t-on dit, s'est tenue sous le signe de l'Afrique. Sous le signe, pourrait-on dire, d'une meilleure compréhension universelle des besoins du monde en matière d'éducation. « L'homme ne vit pas que de pain », comme l'a rappelé le Directeur général M. Vittorino Veronese, dans son allocution finale : tant que l'ignorance persiste dans un coin quelconque du monde, la somme des connaissances humaines subit une atteinte qu'il faut faire disparaître dans l'intérêt de l'humanité tout entière.



Vue en rase motte d'un coin du hall du Bâtiment des Conférences, sous la passerelle qui mène aux salles de comités. Au fond, on aperçoit le bas du panneau peint par Picasso.

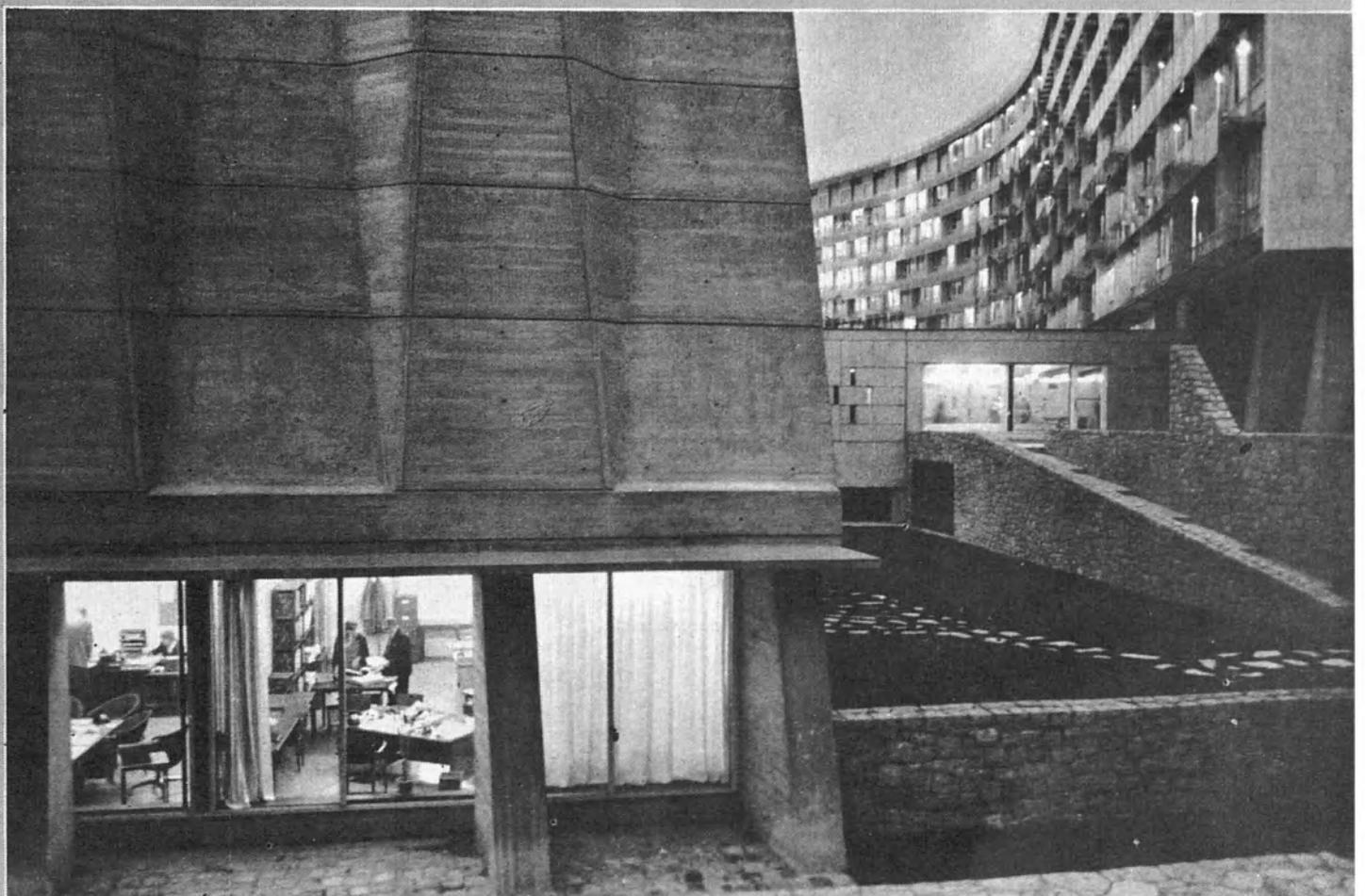
Photos © Willy Ronis, Paris.





A droite, le délégué de l'un des nouveaux Etats d'Afrique et un délégué de l'Asie travaillent durant une pause dans les box-isoloirs de la Salle des Pas Perdus. Parfaitement insonorisés, ces petits compartiments hexagonaux ont été aménagés pour permettre aux délégués des conversations particulières. A gauche, le Foyer des Délégués avec la passerelle et l'entrée de l'escalier qui conduit aux salles du sous-sol.

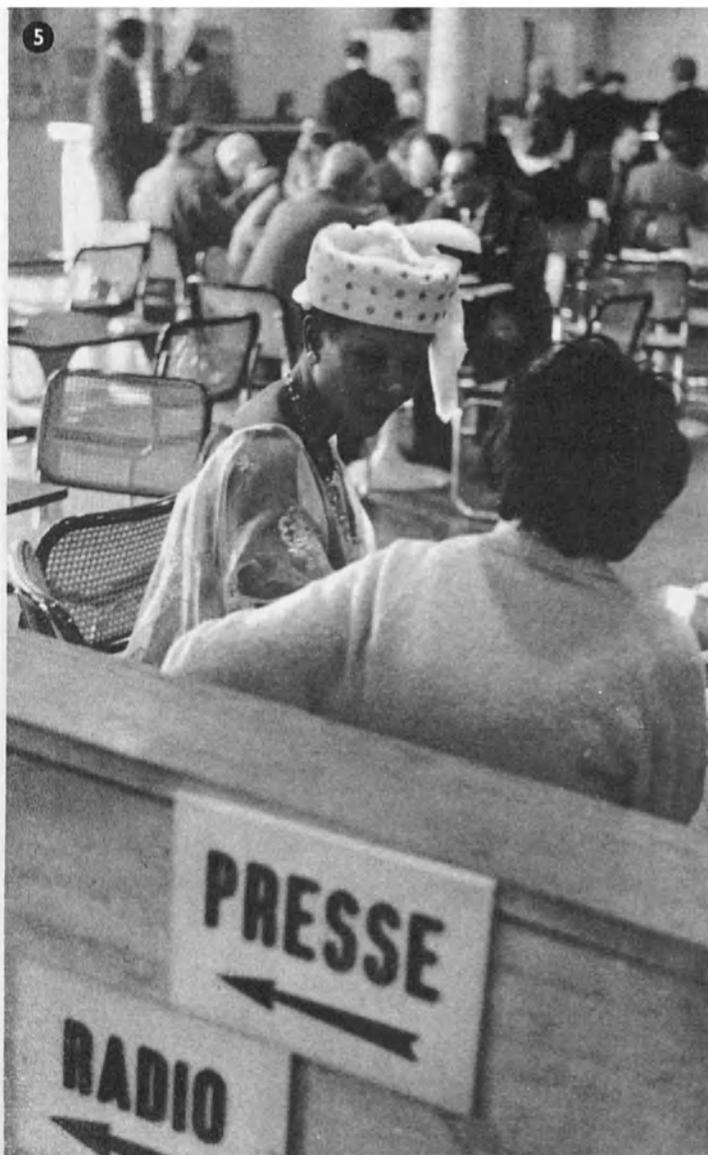
Ci-dessous, au premier plan, des bureaux au sous-sol du Bâtiment des Conférences où se trouvent la presse, les studios de radio et télévision. Les vitres illuminées au second plan sont celles de la Salle des Pas Perdus qui relie entre eux le Bâtiment du Secrétariat et celui des Conférences.



DANS LES COULOIRS...



Notre reporter-photographe a saisi sur le vif des délégués en train de bavarder familièrement entre les séances au foyer et dans le hall du Bâtiment des Conférences de l'Unesco. (1) M. Mohamed El Fasi, chef de la délégation marocaine et membre du Conseil Exécutif de l'Unesco. (2) Deux déléguées du Libéria regardent l'exposition des photographies des monuments nubiens menacés par les eaux. (3) M. G.P. Malalasekera (à droite) chef de la délégation de Ceylan et ambassadeur à Moscou en conversation avec l'homme de lettres et poète indien Baldoon Dhingra. (4) Deux délégués de l'Inde. (5) Une déléguée du Sénégal, Mme Madeleine Sar (de profil). (6) Le délégué autrichien M. Alexander Philippovich (costume foncé). (7) Le chef de la délégation du Ghana, M. A.J. Duwuona-Hammond (en toge); au fond, le représentant belge s'entretient avec deux délégués africains.



...EN SÉANCES

MESSAGE DE DWIGHT D. EISENHOWER

L'Unesco se consacre à porter la connaissance que l'homme a de lui-même et du monde à un plus haut développement, elle encourage les peuples de nombreux pays à ouvrir grandes les portes de l'éducation à tous les degrés. La réalisation de cette tâche contribuera à faire progresser l'humanité plus rapidement et renforcera les fondements d'une paix juste et durable. En cette heure critique où les nations s'efforcent d'élever le plus possible le niveau de vie de leurs peuples, l'Unesco peut fournir à tous un énorme appui.

BRÉSIL

L'Unesco doit tout mettre en jeu pour fonder une paix véritable sur un profond redressement intellectuel et moral. Un effort dans ce sens coûtera certes très cher, puisqu'il faudra assurer à toute la population terrestre l'éducation indispensable, à tous les niveaux. Mais combien moins coûteuse sera, à la longue, une telle entreprise, si on la compare aux dépenses sans cesse croissantes et toujours à fonds perdus qu'exigent les armements modernes.

Paulo de Berredo Carneiro.

IRAN

Dans un monde où les ténèbres des vanités collectives et individuelles enveloppent les esprits, personne ne peut prétendre voir clair. L'un de nos grands penseurs a fort bien raconté, il y a 7 siècles, l'histoire d'un groupe qui pénétra par curiosité dans une pièce profondément obscure, où un éléphant était enfermé. N'ayant pas la possibilité de le voir, chaque membre du groupe tenta d'en reconnaître la configuration en le palpant, mais ne put toucher qu'une partie de cet énorme corps. Alors, la discussion s'engagea dans l'obscurité. Pour l'un, l'éléphant avait la forme d'une colonne, pour l'autre, l'aspect d'une trompe, pour le troisième, il ressemblait à un grand sac de cuir, et ainsi de suite.

Ainsi, au milieu des aveuglements de notre siècle, chaque fois que l'on entendra des définitions ou des interprétations diamétralement opposées des mots Paix, Liberté, Démocratie et Justice, on devra se rappeler l'histoire de l'éléphant.

S. Exc. le Dr G.A. Raadi.

ROUMANIE

Si l'Unesco veut aller de l'avant, elle devra tenir compte du fait que, dans un monde en transformation comme le nôtre, sa mission première est d'adapter sa structure et ses activités aux impératifs de l'actualité, de saisir l'importance des grands problèmes contemporains, et de contribuer de son mieux à leur solution. Elle devra se débarrasser de tous les préjugés et, sans timidité aucune, aborder de front la question numéro 1 de notre temps : l'entente entre les peuples, la connaissance réciproque et coopération internationale par le truchement de l'éducation, de la science et de la culture.

Mihai Ralea.

MESSAGE DE NIKITA KHROUCHTCHEV

Tous les peuples sont fondamentalement intéressés à empêcher la guerre d'éclater, à la liquidation la plus rapide de l'abominable système colonial et à la consolidation des principes de la coexistence pacifique dans les relations internationales. L'Organisation des Nations Unies qui s'occupe des questions d'Éducation, de Science et de Culture, l'Unesco peut apporter une contribution considérable à un aspect élevé de la création du monde sans guerre, du monde sans armement, du monde sans peuples opprimés et esclaves. Ce n'est que dans une paix stable que l'on peut avoir une collaboration vraiment fructueuse des savants, des hommes de la culture et de l'éducation de tous les pays, collaboration qui aura pour but de trouver la solution de nombreux problèmes importants de l'humanité.

FRANCE

Jamais ne m'est apparue plus nécessaire, plus urgente, la prise de conscience de la solidarité internationale, et plus évident que l'alternative vers laquelle inéluctablement est conduite l'humanité et dont elle ne saurait s'échapper est : la fraternité — ou la mort.

Jean Berthoin.

RÉP. FÉD. D'ALLEMAGNE

L'âge du nationalisme appartient au passé, même s'il existe encore des gens pour l'ignorer... Le nationalisme n'est qu'une des formes de l'égoïsme qui nous aveugle et nous empêche de voir les autres êtres humains, les autres nations, les autres systèmes sociaux et culturels... Pour la première fois aucune nation ne peut se permettre de négliger les souffrances, les difficultés, les besoins — politiques, économiques et culturels — des autres nations.

Prof. Arnold Bergtraesser.

INDE

Qu'est-ce que la culture ? si ce n'est une tentative constante de détruire les préjugés, de libérer l'esprit des hommes des préventions de toutes sortes.

Sir Sarvepalli Radhakrishnan.

MALI

Nous aurions ouvert au monde une ère qui pourrait être une des plus exaltantes si nous, hommes de tous les pays, nous retrouvions nos qualités humaines : amour du prochain, défense des droits du faible, instruction de l'ignorant et affranchissement de l'esclave...

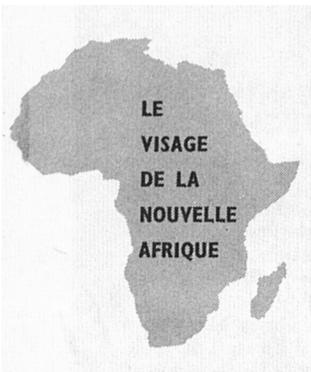
Amadou Hampaté Ba.

CEYLAN

Pour faire en sorte que l'entente et la bonne volonté internationales règnent, il ne suffit pas de tolérer d'autres civilisations, il faut véritablement les comprendre et les apprécier...

G. P. Malalasekera.





UN AFRICAIN REGARDE LE MONDE

L'Afrique n'est pas un continent isolé.
Ici un penseur de la Nigéria s'interroge
sur des problèmes fondamentaux
qui sont ceux de tous les hommes.

par F.-I. Ajumogobia

J'ai entendu dire quelquefois que 1960 était l'année de l'Afrique. Je ne suis pas sûr d'être de cet avis. A mon point de vue, on ne peut considérer isolément aucune année comme étant celle du destin d'un peuple. L'évolution humaine, aussi bien biologique que sociologique, s'opère en une gradation continue, et aussi significatif que puisse paraître l'an 1960 dans l'histoire de l'Afrique, personnellement, je regarderai cette date comme marquant simplement le début de nombreux changements qui vont, de manière inévitable, suivre le grand vent qui souffle à présent à travers le continent africain.

Durant l'année 1960, nous avons vu émerger de nouveaux Etats africains, mais nous avons aussi constaté, et nous constatons encore, que le cas de l'Afrique est un cas d'urgence.

En 1945, venait de se terminer une guerre qui ayant, comme tous les conflits, engendré son propre élan, était devenue mondiale. Les hommes étaient dégoûtés des combats, et, partout, on parlait de paix. Mais on s'aperçut vite que les hommes n'ont pas de mémoire.

Pourtant, suivant l'Acte constitutif de l'Unesco, les gouvernements des Etats parties déclarèrent, au nom de leurs peuples : « Que les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix ; que l'incompréhension mutuelle des peuples a toujours été, au cours de l'histoire, à l'origine de la suspicion et de la méfiance entre nations, par où leurs désaccords ont trop souvent dégénéré en guerre. »

Je sais bien que le plus grand des moyens à notre disposition est l'éducation et j'emploie le terme dans son sens le plus large. Il ne peut y avoir de paix dans un monde d'inégalités et de préjugés de race, de couleur, de croyances religieuses ou d'idéologie : je pense également que de grandes différences quant aux possibilités offertes par l'enseignement, peuvent conduire au mécontentement et de là au désaccord et à l'instabilité mondiale. Car il ne peut y avoir aucune paix véritable dans un monde où une partie de la population, assaillie par les maladies, vit dans l'ignorance et la pauvreté alors que l'autre jouit de l'opulence et du confort, utilisant les commodités que la science moderne a mises à la disposition de l'homme.

Mais le vrai savoir est indivisible et universel. Et il le restera. Par exemple, qu'importe si nous attribuons la découverte du calcul infinitésimal à Newton ou à Leibnitz ? A mon point de vue, seul compte le fait qu'un instrument de connaissance fécond et puissant a été légué à l'humanité. A coup sûr, un thermomètre à gaz, construit dans un laboratoire bien équipé de la jungle d'Afrique tropicale ou dans un laboratoire moderne d'Europe ou d'Amérique est fondamentalement le même.

Ceci encore : il y a un peu plus de soixante ans que fut découvert l'électron dans le célèbre Laboratoire Cavendish de l'Université de Cambridge par l'éminent savant anglais, Joseph Thompson. L'œuvre de lord Rutherford et celles d'autres savants qui, dans le Royaume-Uni et ailleurs, poursuivirent leurs recherches au cours des années suivantes, amenèrent la division de l'atome. Aujourd'hui, les maîtres des écoles primaires n'enseignent plus, durant les classes de sciences, que l'atome est la particule de la matière la plus petite ; ni qu'il est indi-

visible. L'atome a été divisé, et quelle énorme source d'énergie a ainsi été mise à la disposition de l'homme ! Mais quel dommage d'avoir d'abord placé cette connaissance au service de la guerre et que l'homme de la rue ait entendu parler de l'atome pour la première fois à propos de la bombe atomique.

On n'est pas si sûr que l'homme moderne soit tout à fait capable d'utiliser les instruments que la nature lui fournit et qui sont, sans aucun doute, les fruits de sa propre recherche. La puissance nucléaire est un défi de notre temps. L'homme doit-il l'utiliser à des fins pacifiques ou doit-il l'utiliser pour la destruction de tout ce à quoi il tient — c'est-à-dire la vie et la culture ? Voilà le problème qui se pose à l'humanité. La réponse ne pourra être trouvée que dans l'esprit des hommes car « les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes ».

Je crois que l'Unesco a un grand rôle à jouer pour la paix du monde. Combien d'entre nous peuvent, aujourd'hui, répéter avec sincérité les sages paroles du grand Mahatma Gandhi : « Je ne puis tirer aucun plaisir à vivre dans un monde désuni. » Ici, à l'Unesco, nous voulons être unis. Tous nos efforts doivent tendre à renforcer cette unité.

Mais, comme je l'ai dit, la plus grande des armes au service de la paix est l'éducation. Pour réaliser son programme, l'Unesco a un budget qui dépasse tout juste 31 millions de dollars. Nous avons entendu dire que certains pays dépensent plusieurs fois cette somme pour leur éducation nationale et au moins autant pour l'aide aux territoires sous leur dépendance. Il est évident que les ressources de l'Unesco sont, pour le moment, très limitées, puisqu'elles dépendent presque entièrement des contributions des Etats membres et des Membres associés.

La plupart des pays d'Afrique, spécialement les pays de l'Afrique tropicale, en sont à des stades variés de transition, à partir de l'économie traditionnelle basée sur une agriculture permettant tout juste d'assurer la subsistance des habitants. Mais ils sont, dans l'ensemble, les fournisseurs importants de produits de base qu'utilisent les machines des nations industrialisées. L'Afrique, par exemple, fournit à peu près 20 % de la production mondiale de cuivre et de manganèse, à peu près 25 % de l'antimoine du monde, plus de 50 % de l'or et du cobalt et à peu près 90 % des diamants. L'Afrique tropicale fournit plus de 60 % du cacao consommé à travers le monde et à peu près 75 % de l'huile végétale, surtout l'huile de palme et les graines de palmiers.

Les roues des machines du monde entier tourneraient plus lentement sans ces produits de base apportés par les pays d'Afrique et d'Asie. Nous vivons dans un monde dans lequel les pays dépendent les uns des autres : notre planète se rétrécit rapidement, dans le temps, sinon dans l'espace. Aucun secteur de la race humaine ne peut se permettre, aujourd'hui, d'être indépendant des autres. Nous dépendons même tant les uns des autres que l'unité est nécessaire à notre survie.

Cet article est extrait de l'allocution prononcée le 25 novembre 1960 à la Conférence générale de l'Unesco par M. F.-I. Ajumogobia, membre de la Délégation de la Nigéria.

Un jeune couple de Dahoméens.

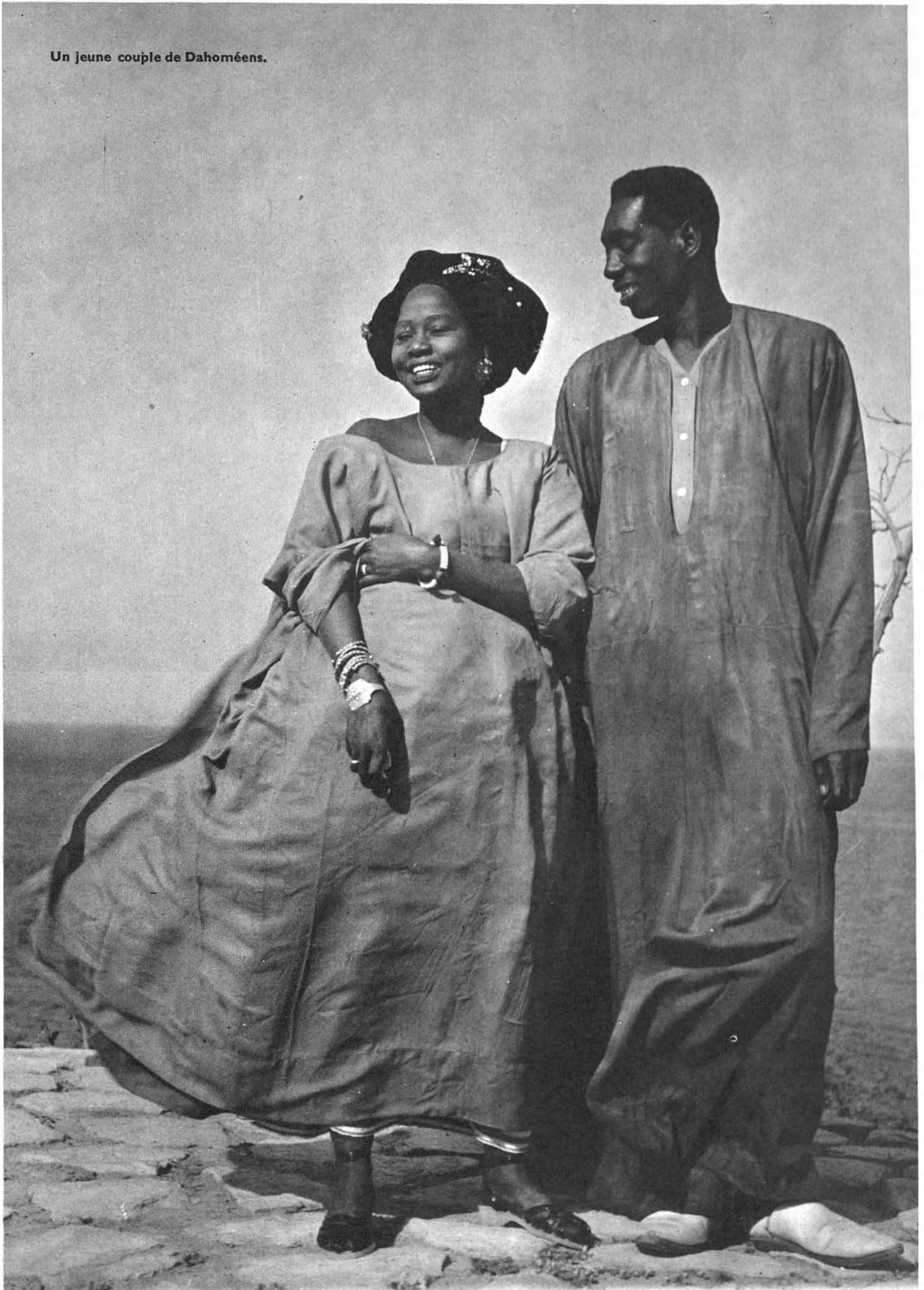
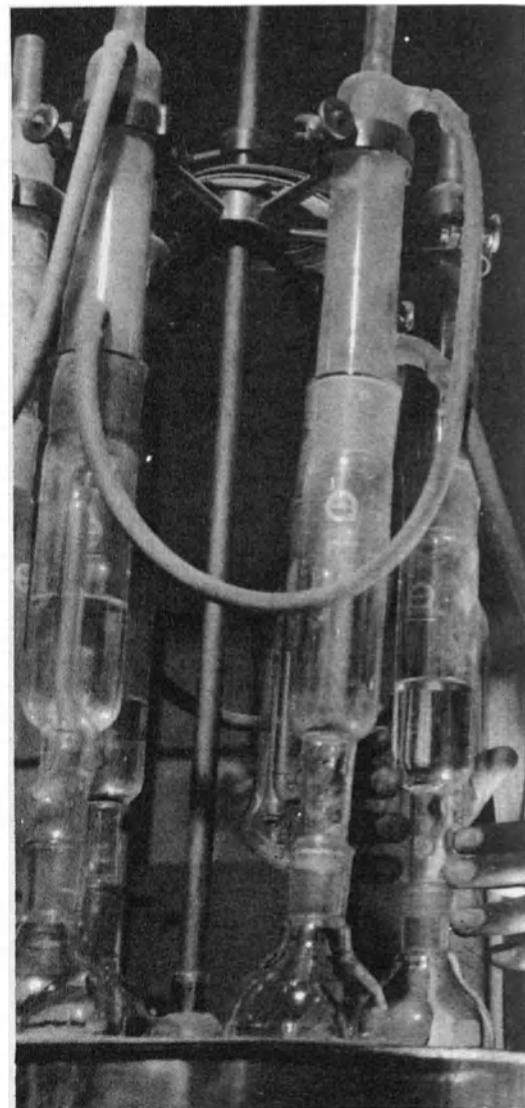


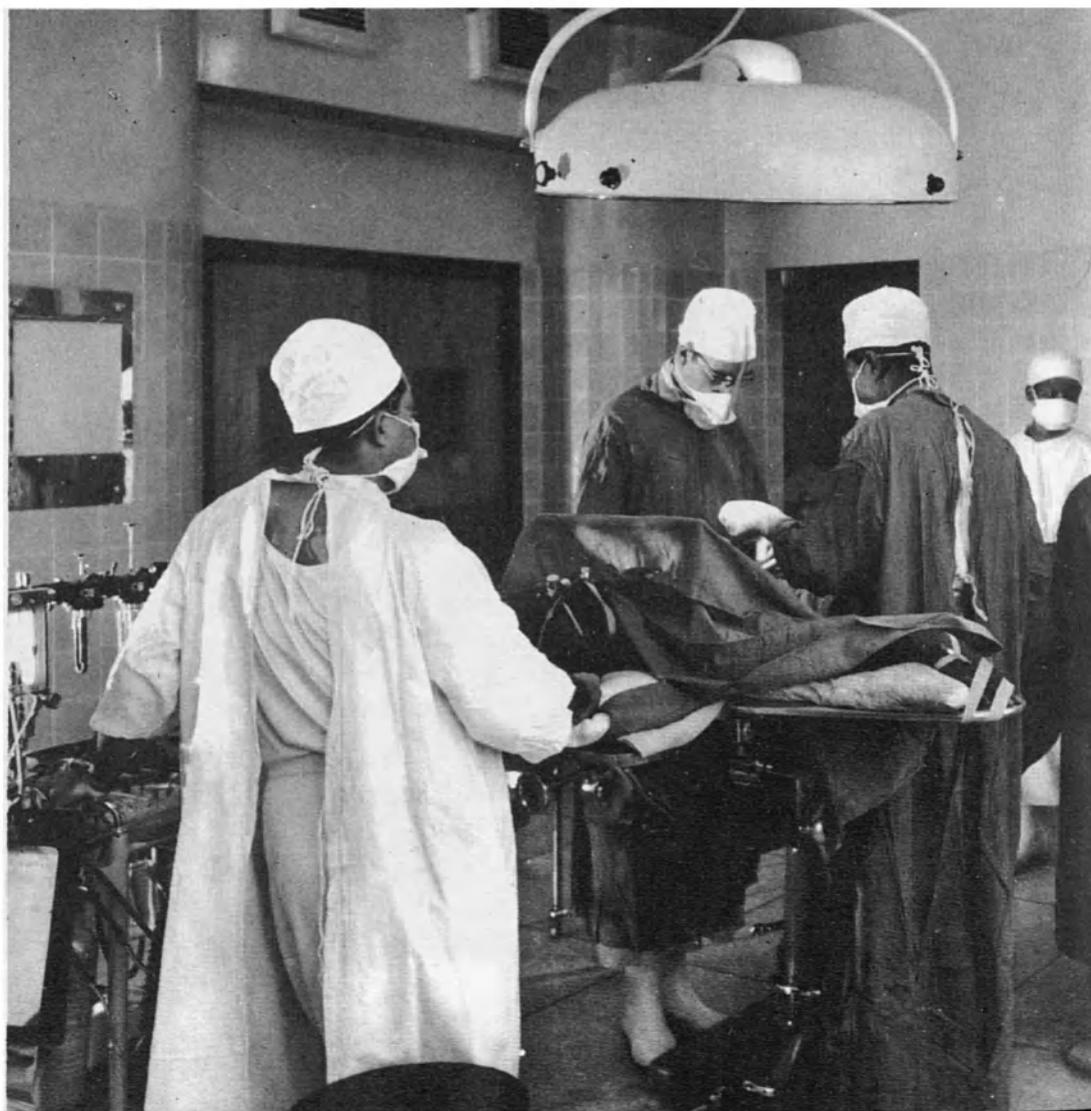
Photo © Dominique Darbois, Paris



VISAGE DE L'ÉDUCATION. L'éducation a une grande priorité dans tous les nouveaux pays indépendants d'Afrique. Les éducateurs africains, ainsi que ce directeur d'un centre technique (comme ci-dessus) sont des hommes ayant de la perspicacité et du caractère qui travaillent à créer et à développer des établissements scolaires d'où sortiront les chefs de demain.

LE VISAGE DU SAVANT. La grande importance que le monde moderne accorde à la science n'échappe pas aux nations d'Afrique nouvellement indépendantes. De jeunes savants, ci-dessus (à droite), formés de plus en plus par les universités et les écoles techniques de leurs pays, occupent des postes dans les laboratoires privés et gouvernementaux de tout le continent.

LE VISAGE DU DOCTEUR. L'Afrique possède maintenant des hôpitaux modernes et bien équipés dont le personnel est composé entièrement d'Africains. Des salles d'opérations aussi nouvelles que celle de l'Université d'Ibadan, Nigéria (à droite), sont des pépinières d'où sortiront les jeunes médecins chirurgiens, et infirmières qui aideront leurs compatriotes.



LE NOUVEAU VISAGE DE L'AFRIQUE

On a envie de mieux connaître les nouveaux États africains dont on commence juste à entrevoir les visages. En 1951, l'Afrique ne comptait que cinq pays indépendants. La carte ci-après aidera à situer plus facilement toutes les nations du continent africain.

En cinq ans, vingt-deux pays d'Afrique ont accédé à l'indépendance. Mais ne pouvait-on les situer sans publier une carte ? Ont-ils changé de place ! Ont-ils surgi du néant ?

Il faut bien l'avouer, ils surgissent d'un certain néant, celui de nos connaissances ; ils envahissent notre ignorance. (« Notre » ce rapporte à la moyenne des lecteurs non spécialistes, sur tous les continents, y compris l'Afrique.) Car l'indépendance politique a pu changer deux ou trois noms, les terroirs dont il s'agit, les villes, les peuples ne sont nullement modifiés. On aurait pu les connaître avant, de même que leurs hommes d'Etat ou leurs meilleurs écrivains — dans certains cas, ces deux charges se confondent. Ce n'est pas vraiment la géographie de l'Afrique qui a changé, mais l'intérêt de ceux qui n'ont jamais eu de liens en Afrique.

Il faut donc contempler la carte nouvelle qui révèle apparemment tant de frontières insoupçonnées ; mais ce sont généralement les pointillés des districts administratifs qui se dissimulaient sous les grandes taches de couleurs uniformes. Congo, Gabon, Nigeria, Sénégal, Guinée, Togo, Cameroun... Leur individualité ne date pas d'hier. Quelques

AFRIQUE 1961

EN CINQ ANS, VINGT-DEUX PAYS ONT ACCÉDÉ A L'INDÉPENDANCE

1 RÉP. ISLAMIQUE DE MAURITANIE
28-11-1960

• Nouakchott
1.085.000 km²
730.000 h

2 FÉD. DE LA NIGERIA
1-10-1960

• Lagos
878.450 km²
35.280.000 h

3 RÉP. GABONAISE
17-8-1960

• Libreville
280.000 km²
410.000 h

4 CONGO
15-8-1960

• Brazzaville
342.000 km²
800.000 h

5 RÉP. CENTRAFRICAINE
13-8-1960

• Bangui
493.000 km²
1.150.000 h

6 TCHAD
11-8-1960

• Fort-Lamy
1.264.000 km²
2.610.000 h

7 NIGER
3-8-1960

• Niamey
1.188.800 km²
2.800.000 h

8 DAHOMEY
1-8-1960

• Porto-Novo
115.760 km²
2.000.000 h

9 HAUTE-VOLTA
5-8-1960

• Ouagadougou
274.120 km²
4.000.000 h

10 CÔTE D'IVOIRE
7-8-1960

• Abidjan
330.300 km²
3.100.000 h

11 SOMALIE
1-7-1960

• Mogadiscio
650.000 km²
1.370.000 h

12 CONGO
30-6-1960

• Léopoldville
2.345.400 km²
13.700.000 h

13 RÉP. MALGACHE
26-6-1960

• Tananarive
589.260 km²
5.200.000 h

14 MALI
20-6-1960

• Bamako
1.204.000 km²
4.300.000 h



MAROC



SOMALIE



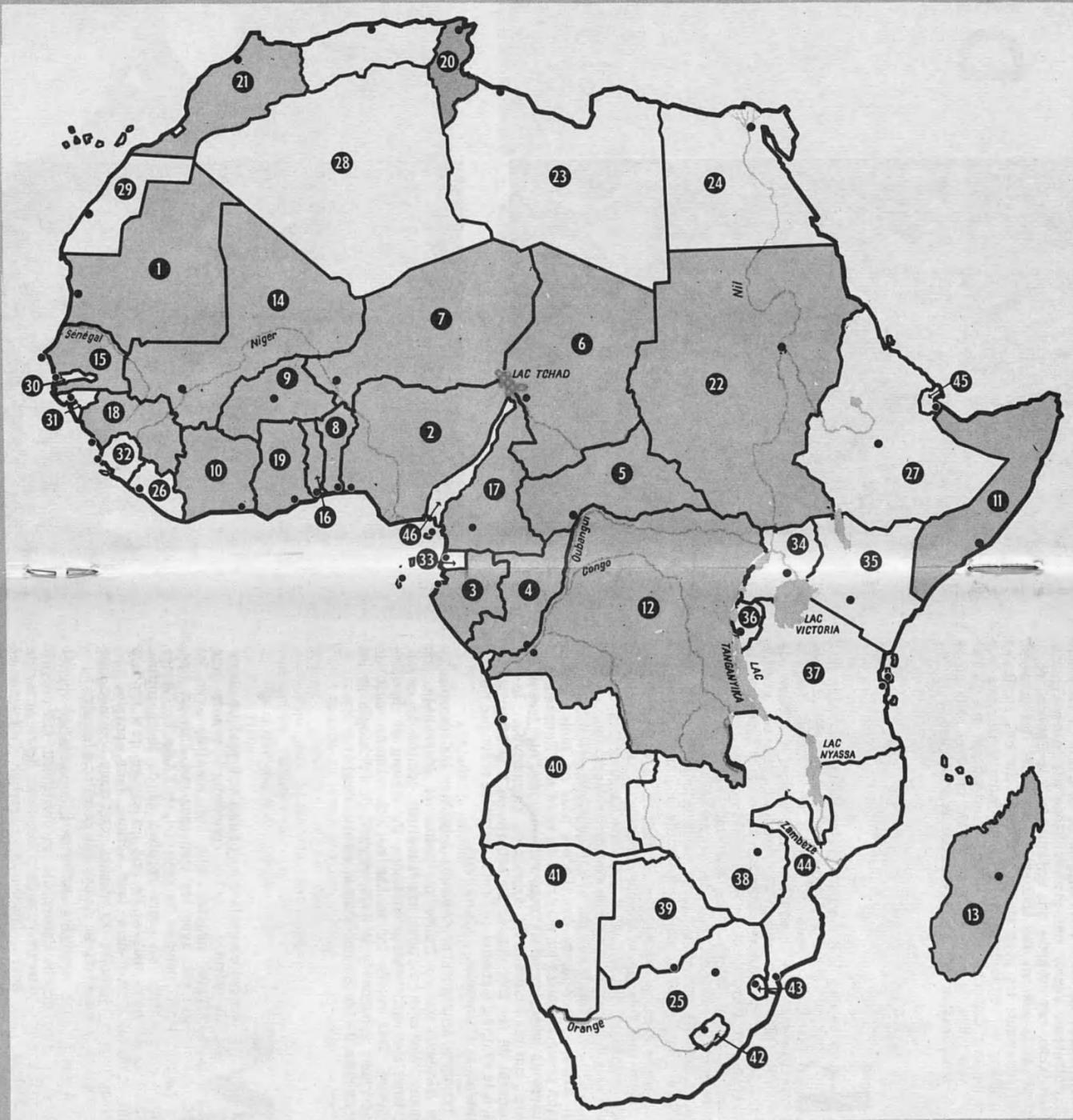
GHANA



CONGO



MALI



Ibadan, Nigeria



Kumasi, Ghana

AUTRES TERRITOIRES — 28 ALGÉRIE et SAHARA FRANÇAIS • Alger. (Fr.) 29 SAHARA ESPAGNOL • Villa Cisneros. (Esp.) 30 GAMBIE • Bathurst. (Br.) 31 GUINÉE PORTUGAISE • Bissau. 32 SIERRA LEONE • Freetown. (Br. s. m.) 33 GUINÉE ESPAGNOLE • Bata. 34 OUGANDA • Entebbe. (Br.) 35 KENYA • Nairobi. (Br.) 36 RUANDA URUNDI • Ousoumbour. (Bel. s. m.) 37 TANGANYIKA • Dar-es-Salam. (Br. s. m.) 38 FÉDÉRATION DES RHODÉSIES ET NYASSALAND • Salisbury. (Br.) 39 BECHUANALAND • Mafeking. (Br.) 40 ANGOLA • Saint-Paul de Loanda. (Por.) 41 SUD-OUEST AFRICAINE • Windoek. (s. t. Union S. A.) 42 BASUTOLAND • Maseru. (Br.) 43 SWAZILAND • Mbabane. (Br.) 44 MOZAMBIQUE • Lourenço Marques. (Por.) 45 CÔTE FRANÇAISE DES SOMALIS • Djibouti. 46 CAMEROUN BRITANNIQUE • Tiko.

15 SÉNÉGAL
20-6-1960

• Dakar
197.160 km²
2.600.000 h

16 TOGO
27-4-1960

• Lomé
55.000 km²
1.100.000 h

17 CAMEROUN
1-1-1960

• Yaoundé
432.000 km²
3.200.000 h

18 GUINÉE
28-9-1958

• Conakry
245.850 km²
2.800.000 h

19 GHANA
6-3-1957

• Accra
230.000 km²
4.900.000 h

20 TUNISIE
20-3-1956

• Tunis
125.650 km²
3.850.000 h

21 MAROC
2-3-1956

• Rabat
450.000 km²
10.330.000 h

22 SOUDAN
1-1-1956

• Khartoum
2.500.000 km²
11.400.000 h

23 LIBYE
22-12-1951

• Tripoli
1.751.000 km²
1.200.000 h

24 RÉP. ARABE UNIE
1922

• Le Caire
1.000.000 km²
25.000.000 h

25 UNION SUD-AFRICAINE
1910

• Prétoria
1.224.200 km²
15.000.000 h

26 LIBÉRIA
1847

• Monrovia
95.400 km²
1.500.000 h

27 ÉTHIOPIE

• Addis-Abéba
1.200.000 km²
21.000.000 h

LE NOUVEAU VISAGE DE L'AFRIQUE

Suite de la
page 17

noms naguère inconnus : République centrafricaine, d'une incontestable précision ; Mali, Ghana, vocables prestigieux qui ont le mérite de rappeler les souvenirs de deux empires successifs (1).

En tout cas, le tracé des frontières pour l'ensemble du continent est significatif. Pour quelques ensembles qui paraissent constitués presque aussi naturellement que Madagascar (comment nier la personnalité d'une grande île ?) pour un territoire comme la Somalie qui possède un peuplement homogène, autrement dit qui a la particularité d'être peuplé uniquement de Somalis, que de territoires joliment découpés au cordeau par des diplomates ou des militaires, ennemis des complications !

AUCUNE hésitation quant aux frontières bien rectilignes du Kenya, du Tchad, du Soudan. Sans doute faut-il attendre encore un peu pour apprécier les formes que prendront sur les cartes de demain plusieurs contrées de l'Afrique orientale, entre l'embouchure du Zambèze et celle du Congo. En revanche, on peut, dès maintenant, admirer l'étonnant découpage de la côte occidentale, dont les figures moins régulières mais non moins arbitraires que celles des zones sahariennes, perpétuent une histoire composite : tantôt l'héritage de rassemblements anciens, de royaumes organisés ou d'aires d'influences de peuples prépondérants ; plus souvent les hasards de l'époque coloniale, depuis les vieux comptoirs des *xvi^e* et *xvii^e* siècles, jusqu'à la brusque pénétration, relativement très récente, dans l'intérieur (courses aux débouchés, aux sources, aux matières premières, etc.).

Du Congo à la Guinée, ce sont ces nations parallèles, aux traits semblables, toutes pourvues d'une bande côtière qui s'élève peu à peu vers le nord en passant par une zone de forêt humide jusqu'à des plateaux herbeux, parfois des steppes. Les populations, évidemment, ne se répartissent pas dans ce sens vertical : les frontières divisent (du moins aux yeux de l'administration) des gens de même tribu et de même langue. Le citoyen de Lagos, capitale de la Nigeria, n'est pas dépaysé à Porto-Novo, au Dahomey, où il retrouve ses frères yoroubas ; il peut l'être à Kano, autre ville de la Nigeria, chez les Haoussas qui ne lui ressemblent guère.

Cependant, aucun de ces pays ouverts sur l'Atlantique ne se prolonge au nord jusqu'aux confins du désert. L'immense bande horizontale des pays soudanais s'étale sans interruption du Sénégal au Nil ; les pasteurs et leurs troupeaux y ont toujours circulé librement, de même que les marchandises et les civilisations. Il en va de même du pays des Maures, entre le Sénégal et l'Atlas.

En fait, dans ce continent massif, il n'y a guère de barrières infranchissables. A part les majestueux plissements orientaux, des hauts-plateaux abyssins aux neiges du Kilimandjaro, l'Afrique non saharienne ne connaît point de chaînes comparables aux Alpes ni aux Rocheuses : les montagnes africaines, traditionnellement, ne sont ni des obstacles, ni des lieux sauvages redoutés des paisibles populations. On y trouve plutôt, comme au Kenya et en Guinée, de bons pâturages, ou comme au Cameroun, de riches plantations de café et de bananiers. S'il existe des plateaux dépeuplés, misérables, ce n'est pas à cause du relief, mais de la mouche tsé-tsé. Le désert n'est pas non plus uniformément zone interdite, mais plus souvent terrain de parcours.

Quant à la forêt (la forêt vierge comme on dit encore) elle n'a jamais constitué, entre le nord et le sud, une impassable frontière d'un seul tenant. Si dense soit-elle dans certaines régions, elle n'atteint pas, il s'en faut, les dimensions inhumaines de la sylvie amazonienne avec

laquelle l'imagination voudrait la confondre. Refuge de peuplades refoulées ou craintives, voire de races comme les Négrilles ou Pygmées, la forêt, là où elle n'est pas exploitée et traversée de bonnes routes bien droites, ne subsistera bientôt qu'à l'état de parcs ou de réserves.

Mais il y a peu de grandes voies de communications. Les fleuves sont rares. Alors que le Nil a joué non seulement pour sa vallée, mais pour la moitié du monde, un rôle aussi décisif que l'Euphrate, on ne saurait parler d'une civilisation du Congo, ni du Niger, ni du Zambèze. Ces fleuves, sans doute, ont toujours nourri la vie matérielle et spirituelle de leurs riverains. Mais ils n'ont ni provoqué ni entreteint l'essor des grands Etats africains. Ghana, Mali, Gao, ces empires qui enjambaient le Sénégal et le Niger, propageaient une civilisation du Sahel, des savanes. Les royaumes les plus stables, centrés sur des capitales agricoles et religieuses, ne se sont jamais allongés sur les cours d'eau. On peut d'ailleurs conjecturer que la rareté des voies de communication s'est opposée longtemps à la constitution de grands ensembles politiques.

EN ce cas, il n'y aurait guère de facteur plus important pour l'Afrique moderne que l'établissement du réseau de routes et de voies ferrées commencées il y a cinquante ans et qui ne cesse de s'étendre. En outre, jusqu'ici, l'Afrique doit ses grands ports aux sollicitations extérieures : c'est l'industrie, la marine, l'aviation d'autres continents qui ont créé Dakar, Abidjan, Lagos, Léopoldville, Nairobi... Les grandes villes purement africaines sont des marchés régionaux, des foires parfois immenses, mais essentiellement rurales et artisanales : Ibadan en est l'exemple le plus fameux.

A notre carte politique, il conviendrait de superposer un schéma des ressources économiques, puis la marqueterie des peuples et des tribus, et celle des langues. Seul le premier permettrait des approximations raisonnables et rassurantes. Car tout le monde sait qu'il y a des mines d'or en Afrique du Sud, et des placers plus ou moins riches dans presque toutes les contrées au nord de l'Equateur ; le cuivre et l'uranium du Congo sont aujourd'hui fort célèbres ; qui dit diamant dit Angola ou Tanganyika ; le mot minéral de fer fait penser au Libéria ou à la Mauritanie, ou à la Guinée, à moins que cette dernière n'évoque plutôt, comme le Cameroun, l'aluminium.

D'autres amateurs préféreraient imaginer les phosphates du Sénégal, ou les huiles de palme et d'arachides, ou encore des denrées plus appétissantes comme le cacao, fortune des cultivateurs africains du Ghana et de Côte d'Ivoire. Oui, voilà au moins ce que chacun sait de l'Afrique ; ajoutons-y le café, orgueil de l'Ethiopie et les troupeaux de bœufs des Massai ou des Peuhls...

MAIS ces connaissances aussi ont quelque chose de gênant : elles concernent encore une Afrique absente, que l'on identifie avec les produits de son sol, avec les richesses que l'on en tire. Nul ne songe aux peuples de l'Europe, de l'Asie, de l'Amérique, en fonction de leurs récoltes ni de leurs mines, ni même de leurs usines. Ils ont un visage qu'a modelé leur histoire, c'est-à-dire leur action, leur contribution personnelle à l'histoire du monde. Or, nous commençons seulement à entrevoir le visage des peuples africains.

Tel est le sens véritable de cette indépendance qu'acquiert en ce moment l'ensemble du continent. On croyait jusqu'à présent pouvoir l'étudier, l'explorer, le raconter de l'extérieur. On devra désormais regarder l'Afrique et l'écouter. C'est elle qui écrira son histoire, qui enseignera sa philosophie, qui interprétera ses religions, qui débrouillera l'écheveau de sa linguistique. C'est elle surtout qui agira publiquement sur le plan de la littérature, de l'art, des sciences, comme sur celui de la politique et de l'économie.

Cessant une fois pour toutes d'être objet — objet de curiosité, objet de convoitise, objet de pitié, objet de sollicitude — c'est elle qui fera connaître le sens mouvant, le sens humain, de la carte, où le monde, pendant si longtemps, n'a su voir que des choses et des mirages.

(1) Voir numéro spécial du « Courrier », Le Voile se lève sur le Passé de l'Afrique, octobre 1959.

DES ÉCOLES POUR L'AFRIQUE

Par

Georges Fradier

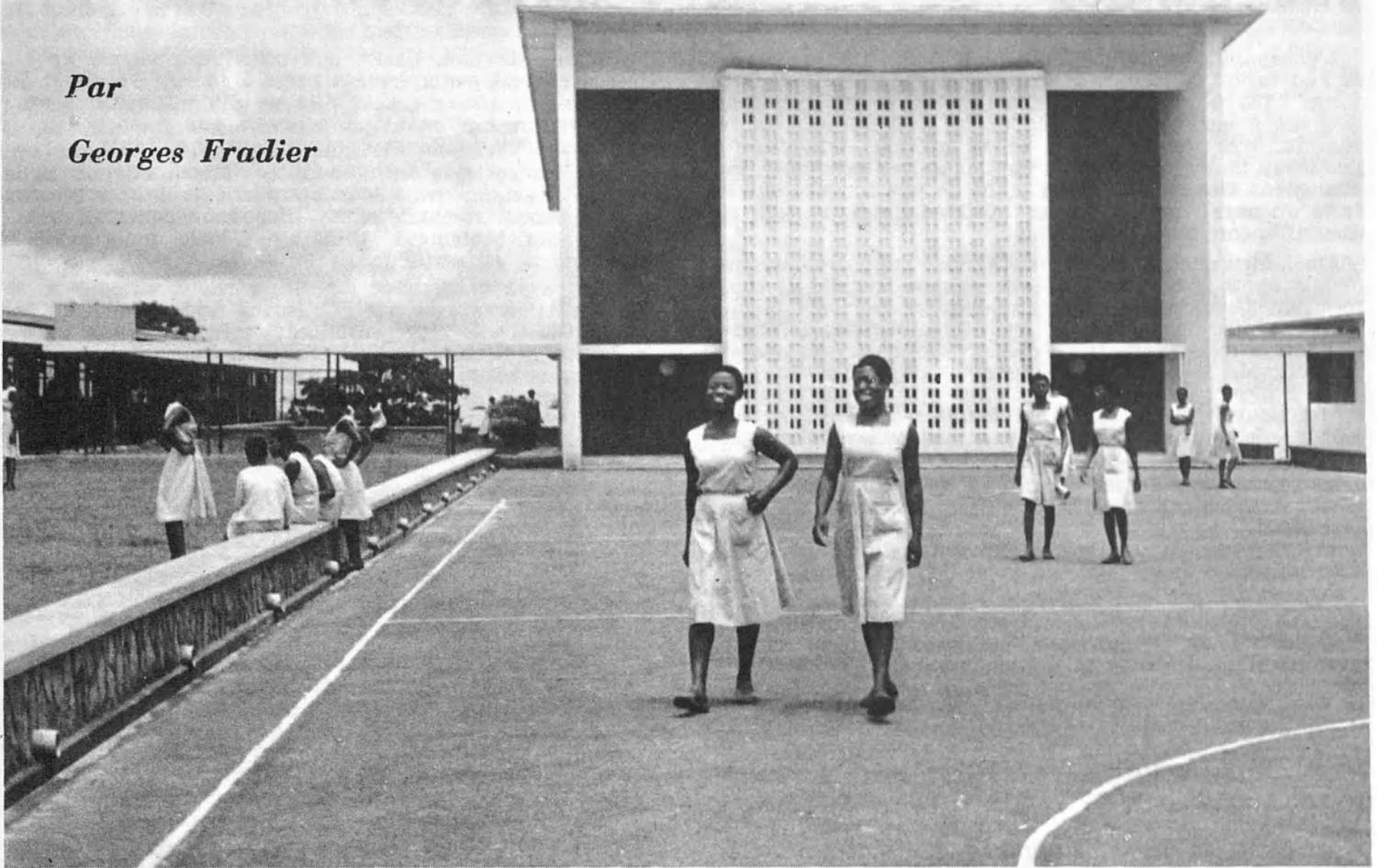


Photo Unesco-Paul Almay

LE GHANA EST FIER DE CE LYCÉE ULTRA-MODERNE DE JEUNES FILLES D'AKUAPIM CONSTRUIT SELON UN PLAN D'EXTENSION SCOLAIRE

L'AFRIQUE a changé de visage. Elle a changé de rythme. Nous parlons ici de pays extrêmement divers ; entre leurs dimensions, leurs ressources, leur histoire, il n'y a guère de commune mesure. Au reste, il y a naturellement entre pays africains de remarquables différences, sociales, industrielles et culturelles selon les influences européennes, ou arabes, qu'ils ont reçues. Et enfin les courants d'échanges avec le vaste monde ne sont pas les mêmes à Dakar et à Bangassou ; peut-être même sont-ils beaucoup plus nombreux dans les minuscules villages des palmeraies du Bénin que dans de grosses villes de l'intérieur.

Mais, en dépit de toutes les différences, il n'y a pas un seul de ces pays qui ne soit engagé dans une entreprise extraordinaire : celle d'assurer l'instruction complète de centaines de milliers d'enfants dont les pères n'avaient jamais vu la moindre école. Le mot « extraordinaire » est employé à dessein. Il n'y a eu nulle part, à aucune époque, d'évolution aussi rapide dans le domaine de l'enseignement.

En dix ans, les pourcentages d'augmentation ont atteint dans certains territoires 300 % en ce qui concerne le nombre des écoles et celui des élèves. Une telle accélération était difficilement prévisible ; nul n'aurait pu deviner à la fin de la seconde guerre mondiale qu'une république indépendante appelée le Ghana compterait dans ses écoles plus de 600 000 élèves en 1960 ; et qu'il y aurait plus de 130 000 écoliers au Sénégal et au Mali.

On n'aurait pas été moins étonné d'apprendre il y a quinze ans qu'Addis-Abéba aurait un grand collège universitaire et que l'équipement des amphithéâtres, des

bibliothèques et des laboratoires des universités d'Ibadan, d'Accra, de Léopoldville, de Dakar, feraient honte à plusieurs villes d'Europe : il y avait un collège universitaire, Fourah-Bay, en Sierra Leone ; on n'avait même pas l'idée que tant d'autres universités pussent se fonder. Or, chacune d'elles groupe aujourd'hui un millier environ d'étudiants qui, apparemment, n'ont même pas l'idée que leur pays pût naguère se passer d'université. De même, nul ne s'étonnera d'apprendre qu'il y a en ce moment 112 000

garçons et filles dans les écoles secondaires et les écoles normales de la Nigéria, que l'an dernier les lycées de Guinée ont reçu 1 600 élèves de classe de 6^e et que ceux de Madagascar en comptent près de 20 000. Mais il importe de se rendre compte que la plupart de ces établissements étaient des rêves il y a une génération.

Si le voyageur qui traverse ces pays était venu dix ans ou peut-être deux ans plus tôt, il n'aurait pas vu des établissements plus anciens, des centres moins bien équipés, etc. : il n'aurait rien trouvé de tout. Il comprend qu'il n'assiste pas à un simple progrès de l'enseignement mais à une accélération brusque équivalant à une véritable création.

C'est sans doute pourquoi les responsables de l'éducation dans les pays d'Afrique ne témoignent d'aucune anxiété lorsqu'ils citent les chiffres de la population infantile non encore scolarisée. En certains cas, les chiffres sont énormes. L'Éthiopie, la Somalie, le Niger, la Haute-Volta ne peuvent pas encore assurer l'instruction primaire d'un dixième des enfants d'âge scolaire. En Sierra Leone, au Libéria, au Dahomey, dans le Tanganyika, les écoles ne reçoivent pas plus de trois enfants sur dix.

L'Unesco a mené une enquête sur les problèmes de l'éducation dans vingt-deux pays d'Afrique. Dans le troisième et dernier article de son reportage sur la Situation de l'Éducation en Asie, au Moyen Orient et en Afrique, notre envoyé spécial Georges Fradier donne ses propres conclusions et celles de l'Unesco.

UNE GRANDE ENQUÊTE DE L'UNESCO DANS 22 PAYS

L'ensemble de tous les établissements d'enseignement de la Fédération de Nigéria instruisent à l'heure actuelle environ 2 700 000 élèves ; les effectifs des écoles primaires figurent à eux seuls pour 2 600 000. Mais le nord de la Nigéria, très vaste, peuplé de 18 millions d'habitants, beaucoup moins bien équipé que les autres provinces, est également très en retard du point de vue scolaire sur le reste du pays : près de quatre millions d'enfants y grandissent encore sans instruction.

Ainsi, bien que tous les pays d'Afrique tropicale puissent définir leurs problèmes dans les mêmes termes, ils sont fort loin de pouvoir les résoudre tous de la même façon, dans le même temps ou avec les mêmes facilités. L'inégalité est grande entre les régions ; elle n'est pas moins considérable à l'intérieur de chaque pays. Chacun sait que les plus grandes villes d'Afrique ont peu de chose à envier pour le confort, les agréments, l'architecture, les moyens de transport, à la plupart des villes de mêmes dimensions sur tout autre continent.

En général, ces capitales ne manquent pas d'écoles, ou plutôt elles n'en manquent que dans la mesure où elles grandissent trop vite : il n'est pas facile de pourvoir à l'éducation de la population enfantine des bidonvilles. Cependant, l'Afrique demeure et demeurera rurale.

La situation est particulièrement grave dans les régions où la densité de la population est très faible : dans une grande partie de l'Éthiopie, en Somalie et dans les immenses plaines semi-arides qui s'étendent du Nil à l'Atlantique, entre le Sahara et la zone forestière, on compte moins de cinq habitants au kilomètre carré.

Bâtir une école ne coûte pas cher

Trois pays : le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone couvrent ensemble une superficie de 432 323 kilomètres carrés, soit plus que la Grande-Bretagne, plus que le Japon. Or, leur population totale est à peu près celle de Londres, et bien moindre que celle de Tokyo. On prétend que la sous-population est un obstacle permanent au développement économique ; elle a en tout cas des effets désastreux sur le développement d'un réseau scolaire efficace et complet. On a pu dire qu'en Afrique les pourcentages de scolarisation sont presque toujours en rapport avec la densité de la population.

L'administration, quelle que soit l'insuffisance de ses ressources, est généralement prête à fournir l'école et les maîtres que réclame une ville de dix mille habitants ; elle s'avoue impuissante à pourvoir aux mêmes besoins pour cinquante villages de deux cents habitants.

Ce n'est pas que les cinquante villages exigent qu'on vienne à grands frais leur bâtir une école. La plupart d'entre eux sont parfaitement disposés à construire eux-mêmes non seulement la maison d'école, mais aussi le logement de l'instituteur.

Lors de la conférence des ministres et directeurs de l'éducation organisée par l'Unesco à Addis-Abéba en février 1960 (1), le représentant de la Somalie a pu dire : « Laissons de côté le problème des constructions. A la rigueur, un arbre suffit pour y appuyer le tableau noir et pour donner un peu d'ombre. C'est le maître qui fait l'école, ce n'est pas le bâtiment. Le vrai problème est celui des maîtres... »

L'Afrique a besoin de manuels scolaires

Lorsqu'on envisage les besoins en personnel qualifié du « continent noir » dans son ensemble, la question des ressources prend naturellement des proportions plus inquiétantes. Pour indiquer un ordre de grandeur, on peut citer le chiffre que donnait S.M. l'empereur d'Éthiopie en inaugurant la conférence d'Addis-Abéba : Pour donner aux millions de jeunes Africains encore privés d'écoles, l'éducation à laquelle, en principe, ils ont droit, il faudra, au cours des prochaines années, former, loger, faire vivre décemment « plus de 345 000 instituteurs ».

C'est pourquoi il faut espérer que la coopération régionale que plusieurs nations africaines ont décidé d'établir puisse s'exercer en particulier dans le domaine de la formation des maîtres.

Cette coopération à laquelle devrait contribuer l'aide internationale rendra des services également précieux en ce qui concerne les manuels scolaires.

Dans la plupart des cas, les livres sont importés d'Europe. Conçus avec beaucoup de soins pour des enfants qui

(1) Y participaient les délégués des pays suivants : Congo et Belgique, Communauté française représentée par le Dahomey, la France, Madagascar et le Mali, Éthiopie, Ghana, Guinée, Libéria, Nigeria, Sierra Leone, Somalie, Royaume-Uni.

Les plus petits villages d'Afrique désirent tout autant que les grandes villes avoir des écoles. Mais les autorités compétentes reconnaissent que, souvent, elles n'ont pas les moyens d'y faire face. La plupart des villages sont cependant prêts à construire eux-mêmes leurs bâtiments scolaires. Ci-dessous,

Photos © Paul Almasy, Paris



vivent dans un milieu social et géographique totalement différent, ils ne facilitent pas le travail intellectuel des jeunes Africains ; ils les obligent, au contraire, à surmonter d'abord cet obstacle de devoir se servir de textes peut-être excellents selon les normes pédagogiques anglaises ou françaises, par exemple, mais qui, par définition, ne sont pas faits pour eux.

Tous les éducateurs africains réclament que, pour certaines disciplines au moins, l'édition leur procure enfin des manuels qui tiennent compte de l'histoire et des caractéristiques nationales et ethniques. Certains d'entre eux ont déjà fait des travaux décisifs dans ce domaine, en particulier au Ghana, en Nigeria et en Guinée.

En ce qui concerne l'enseignement primaire, l'adaptation des manuels comporterait aussi plus d'un changement d'ordre linguistique. Le problème, cette fois, concerne toutes les nations d'Afrique ; devant le problème des langues, les chances ou les malchances sont égales pour toutes. La chose est bien connue : pas un seul pays de l'Afrique tropicale ne possède une langue qui soit parlée sur l'ensemble de son territoire. Plus précisément dans chaque pays, les plus petits comme les plus grands, les diverses populations ou les diverses provinces parlent plusieurs langues différentes.

Ces considérations générales ne troublent peut-être guère les enfants qui entrent à l'école. Dans certains pays on commence par leur apprendre à lire dans une langue africaine, qui n'est pas forcément leur langue maternelle, mais qui est du moins la plus répandue dans leur canton ou leur province. Cette langue leur sert donc à acquérir les premiers mécanismes et à savoir que des signes sur du papier représentent des sons, des images et des idées.

Chaque écolier sait plusieurs langues

En d'autres pays, ils n'apprennent à lire et écrire dans leur langue que beaucoup plus tard et à supposer qu'ils en aient envie : dès la première année, l'apprentissage de la lecture se fait en français ou, en d'autres lieux, en espagnol, en anglais, en portugais.

De toute façon, ceux qui débutent en déchiffrant des contes et des poèmes en asante-twi, en yorouba, en ibo, en lingala ou en ki-swahili savent qu'en réalité le véritable médium d'enseignement sera une langue européenne et qu'à moins de bien connaître cette langue ils ne pourront faire tout au plus que quatre ans d'études primaires.

Où en sont donc les écoles secondaires ?

C'est une expérience un peu déconcertante que de visiter en Afrique les meilleurs établissements de l'enseignement secondaire : boarding schools déjà vénérables comme Mfantsipim de Cape Coast ou King's College de Lagos, ou toutes neuves comme le luxueux Queen's College de Yaba (245 demoiselles y reçoivent une parfaite éducation ; chacune d'elles coûte chaque année 60 livres à ses parents et 250 livres au gouvernement) ; institutions modernes et soucieuses de belle architecture telles que le lycée Gabré Mariam d'Addis-Abéba, ou d'allure austère et quasi industrielle telles que l'excellent lycée de Conakry.

Un enfant sur vingt fait des études secondaires

Tout y est « comme à Manchester », ou « comme à Toulouse », de même qu'en franchissant telle frontière, les écoles, leur décor, leur programme, leurs règlements, leur atmosphère, toute leur vie enfin, ferait penser à Liège ou à Cadix. Il se trouve que les élèves sont africains, c'est tout. Mais les professeurs, les administrateurs ?

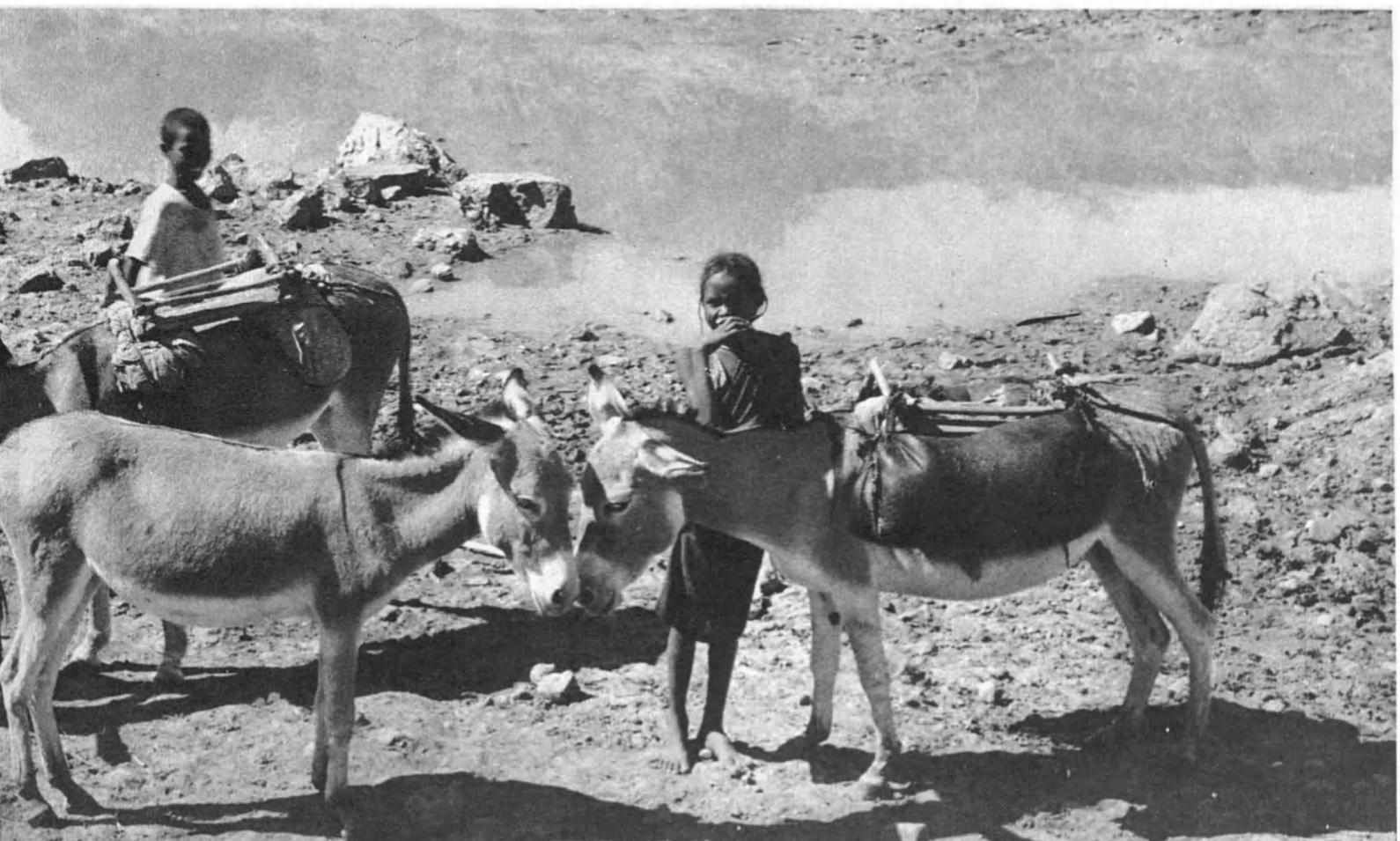
Dans certains cas, assez exceptionnels, 30 ou même 40 % sont africains. En règle générale, la proportion serait plus voisine de 1 %. En fait, l'enseignement secondaire en Afrique dépend de l'étranger. Fonctionnaires de l'Etat, missionnaires, employés des Voluntary Agencies, les professeurs viennent d'Europe, ou d'Amérique — ou d'Asie, car en Ethiopie et sur la côte orientale les Indiens sont nombreux.

Tout cela est bien. Personne n'ignore l'œuvre accomplie par ces divers établissements : c'est grâce à eux que l'Afrique s'intègre aujourd'hui dans la vie internationale, et il ne serait guère exagéré de dire que c'est dans ces lycées et dans ces *high schools* qu'est née l'indépendance des jeunes nations africaines. Cependant, on est obligé de constater désormais leur insuffisance. Ils ne sont pas assez nombreux et, sauf dans quelques pays, il leur est extrêmement difficile de se développer.

Une enquête menée par l'Unesco dans vingt-deux pays de l'Afrique tropicale révèle que, dans dix-sept de ces vingt-deux pays, le pourcentage que représentent les effectifs de l'enseignement secondaire par rapport à ceux de l'enseignement primaire est inférieur à 5 %. Il n'y a d'ailleurs que quatre pays où ce pourcentage soit supérieur à 7 %, ce qui ne veut pas dire malheureusement que sur cent élèves plus de sept y fassent des études secondaires complètes et puissent réussir aux examens correspondant au *higher school certificate* britannique ou au baccalauréat français.

un conseil de village discute d'un projet de ce genre. A peu près 17 millions d'enfants africains n'ont pas la possibilité d'aller à l'école. Une des raisons, selon l'empereur d'Ethiopie Haïlé Sélassié, est le manque de « plus de 345 000 instituteurs » qu'il faudrait former le plus rapidement possible.

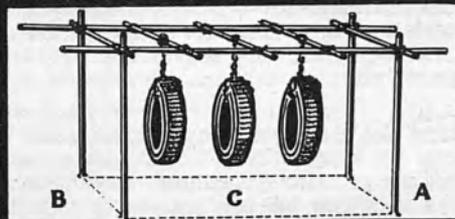
SUITE PAGE 27



FUTURS CHEFS DU GHANA

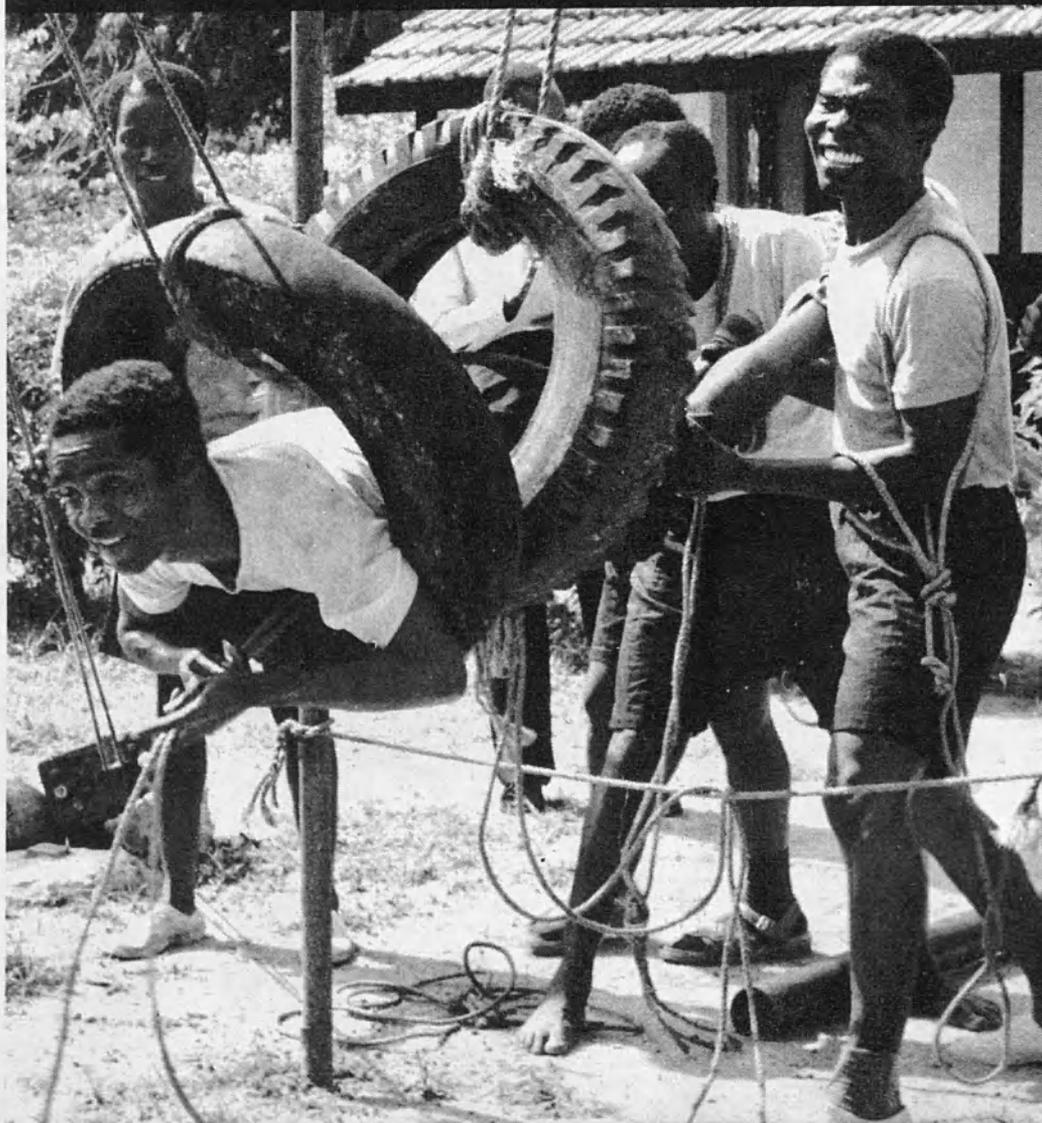
SIX HOMMES DEVANT UN PROBLÈME

Tous les nouveaux États africains sont soucieux du recrutement des cadres pour les postes clés de l'administration. Au Ghana, l'« Institute for Education », de l'Université d'Accra, a élaboré tout un système de tests pour examiner les qualités de chef des étudiants et aussi celles des candidats de nombreux organismes officiels et privés. Notre reportage photographique montre deux de ces épreuves subies par six concurrents. Les tests comportent un problème dont la solution nécessite une action commune, bien préparée, organisée avec un sens de responsabilité. Une personne du groupe qui n'est pas désignée à l'avance pour ce rôle doit inévitablement diriger l'action. Un jury observe chaque candidat.



LE PROBLÈME

L'épreuve pour juger de leurs capacités de chef est posé à six jeunes Africains suivant le schéma ci-dessus. Les six hommes doivent traverser de A en B un précipice fictif C en transportant un lourd tuyau de fer et un gros réservoir en tôle. Ils peuvent se servir des trois pneus suspendus au-dessus du précipice comme points d'appui. Ils se concertent et l'un d'eux, Amissah, croit qu'il a trouvé une bonne solution.

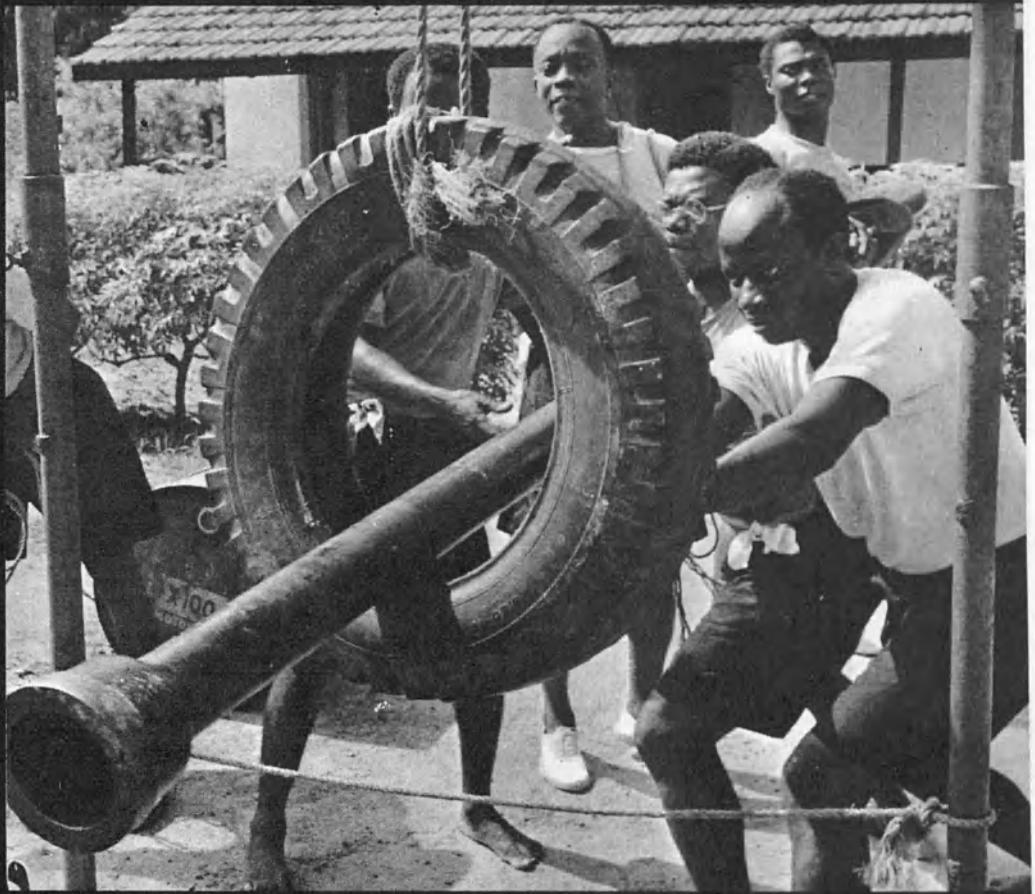


PREMIER ESSAI

L'idée d'Amissah consiste à tirer au moyen d'un câble deux des pneus jusqu'au point A et de hisser ainsi un homme jusqu'au troisième pneu et de là au point B. Mais la tentative rate (photo de gauche) car l'homme qui essaie de traverser risque de tomber dans le « précipice », il serait alors éliminé. Amissah a exposé à la légère la vie des autres et le jury note : « Insuffisance du sens de la responsabilité. »

SECOND ESSAI... VICTOIRE

Un autre membre du groupe, Dunyoh, a une nouvelle idée : « Poussons le tuyau à travers les pneus et il servira de pont sur lequel nous ferons passer le réservoir. Quand nous aurons tous franchi le tuyau, nous n'aurons plus qu'à le retirer et le problème sera résolu. » Comme on le voit ci-dessus et ci-dessous, l'idée est bonne, il obtient une excellente note pour son initiative et son sens de l'organisation.

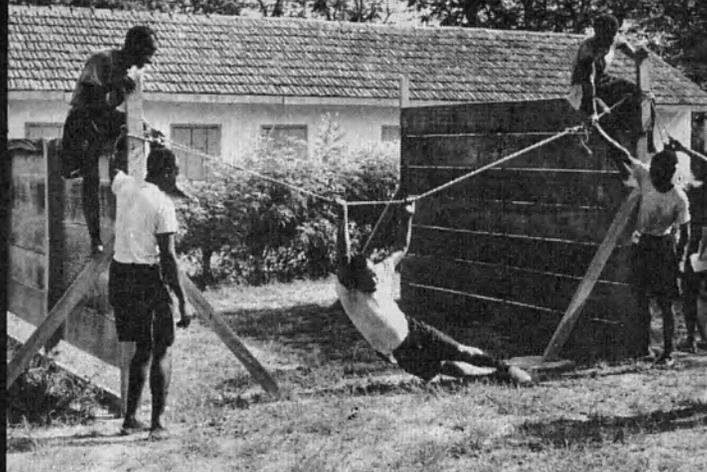


Photos © Paul Almasy, Paris



PROBLÈME NUMÉRO 2

UNE NOUVELLE ÉPREUVE beaucoup plus difficile est soumise aux concurrents sitôt la première passée. Il s'agit de transporter un lourd tuyau en fer d'un mur à un autre, par-dessus un précipice fictif et sans point d'appui. Les hommes ont droit d'utiliser un câble.



PREMIER ESSAI

Tous sont d'accord : il faut d'abord fixer le câble au mur de départ et jeter un nœud coulant de l'autre côté. Trois hommes se hissent alors sur le câble, manœuvre qui exige une grande adresse. Mais l'un d'eux tombe dans le « précipice » et l'équipe est réduite à 5 personnes.



Photos © Paul Almay, Paris

SECOND ESSAI

Mais voici qu'un homme s'avance avec une nouvelle idée. Il monte sur le mur, s'allonge sur le câble en prenant appui sur le tuyau contre son épaule et se glisse, par petits mouvements, pour pousser le tuyau jusqu'au mur d'en face. Ce qui exige une adresse physique particulière.



VICTOIRE

Cette solution est la bonne — et la seule possible. Nous voyons ici la phase finale de la manœuvre : le tuyau et les derniers hommes arrivent à destination. Il ne reste plus qu'à les remonter au faite du mur. Il est à remarquer que le tuyau est extrêmement lourd et peu maniable.

ÉCOLES POUR L'AFRIQUE (Suite de la page 23)

Pour citer un exemple, on compte près de 5 000 Africains dans les écoles secondaires du Kenya pour 580 000 élèves du premier degré. Or, en 1959, on n'a pu attribuer qu'à 605 garçons et 49 filles le diplôme de fin d'études (*Cambridge School certificate*) après lequel deux années d'études sont encore nécessaires pour pouvoir entrer dans une université ou un collège technique.

Les écoles actuelles suffiraient encore probablement à former de bons candidats de l'enseignement supérieur. Mais l'erreur précisément serait de ne voir dans l'enseignement secondaire qu'une étape et d'imaginer qu'il n'y faut pas plus d'élèves que n'en absorberont les universités, les écoles de médecine ou les instituts polytechniques.

L'enseignement secondaire doit être conçu au contraire comme un ordre et un degré d'enseignement qui a ses fins propres et qui se suffit à lui-même lorsqu'il dispense une formation constituant un tout, sans conduire nécessairement à l'enseignement supérieur. Partout vont croissant les besoins en cadres administratifs et techniques, en travailleurs qualifiés ou semi-qualifiés. Au rythme actuel de leur développement, les études secondaires ne sont pas en mesure de répondre à ces besoins.

Les lacunes sont encore plus graves si l'on considère l'enseignement secondaire technique. La rareté des bonnes écoles professionnelles, des centres supérieurs d'apprentissage, des lycées techniques est un des caractères les plus frappants de l'éducation en Afrique.

Les professeurs spécialisés manquent par centaines

Le Ghana, par exemple, qui, pour une population d'environ cinq millions d'habitants, a plus de 500 000 élèves dans ses écoles, qui possède de nombreuses écoles secondaires, et des centres d'apprentissage déjà anciens (tels que ceux de l'Office du cacao), qui entretient 500 étudiants à l'université d'Accra et presque autant au Collège de technologie de Kumasi et qui dispose en outre d'un excellent système de radio scolaire, n'a pu fonder et entretenir, jusqu'à présent, qu'une seule école secondaire technique.

Les raisons de ces lacunes, on les devine aisément. La première est que l'on ne croyait pas naguère à l'évolution industrielle des nations africaines indépendantes. D'autre part, s'il s'est trouvé un assez grand nombre de professeurs étrangers pour venir enseigner les langues, les mathématiques, voire la grammaire latine et les arts d'agrément, il a toujours été difficile d'envoyer outre-mer de bons instructeurs de mécanique, de forge ou d'électricité, de bons maîtres de dessin industriel, de bons professeurs de sciences appliquées.

Cependant l'équipement, les machines, le matériel viendront beaucoup plus vite que les professeurs. Et déjà, dans l'enseignement secondaire général comme dans le technique, c'est le manque de professeurs qui crée partout une situation alarmante. Toutes les nations assez favorisées pour pouvoir envoyer du personnel enseignant outre-mer entendront l'appel que leur adressent les pays d'Afrique. C'est par centaines que l'on y réclame des professeurs de sciences, de mathématiques, de français, d'anglais — et d'arabe dans certains pays comme la Somalie.

L'Université commence juste à fournir des cadres

A longue échéance cette aide, si généreuse soit-elle, ne suffira pas. L'Afrique indépendante n'aura pas le système complet d'éducation qu'elle doit et qu'elle veut avoir en comptant exclusivement ou presque sur une assistance extérieure qui parviendrait tout au plus à maintenir l'enseignement à son niveau actuel. Désormais, l'assistance, bilatérale ou internationale, devrait porter surtout sur la formation des professeurs africains du second degré, général et technique.

Ces professeurs ne pourront guère sortir que des universités, lesquelles commencent à peine à fournir les diplômés que demandent l'industrie, les hôpitaux, les grandes plantations agricoles, et l'administration. Sur un millier d'étudiants à l'Université d'Ibadan, les sciences, la médecine et l'économie en occupent six cents ; parmi les quatre cents autres, tous, évidemment, ne deviendront pas pro-

fesseurs. Cela n'est qu'un exemple, mais typique de la plupart des pays dont il est question ici. Il est donc urgent d'accélérer par tous les moyens la formation des professeurs si l'on veut éviter demain une crise très grave de l'éducation du second degré et par contrecoup de l'éducation à tous les niveaux.

Les ministres et les directeurs de l'éducation des pays d'Afrique tropicale, qui se sont réunis en février dernier à Addis-Abéba, en avaient pleinement conscience : ils ont lancé un appel pressant à l'Unesco, lui demandant de les aider à créer et à faire fonctionner des institutions régionales pour la formation du personnel enseignant des écoles secondaires principalement.

L'Unesco prévoit deux centres de formation en Afrique

L'Unesco répond à ce vœu. Son programme pour les années 1961-1962 prévoit, en effet, la création, en Afrique tropicale, de deux centres régionaux qui se consacreront à la formation du personnel enseignant des écoles normales et à des recherches pédagogiques.

D'autre part, le Fonds spécial des Nations Unies va mettre l'Unesco en mesure d'aider au développement de l'enseignement secondaire. Citons, comme exemple, le projet de création d'une école normale fédérale en Nigeria, destinée à la formation des professeurs du secondaire. L'aide provenant du Fonds spécial s'élèverait à 800 000 dollars, le Gouvernement nigérien, pour sa part, devant investir 1 800 000 dollars dans cette entreprise.

Il est nécessaire d'insister sur la difficulté des tâches qu'abordent aujourd'hui les pays d'Afrique tropicale. En outre, il n'est pas possible de dire que les enfants qui, en ce moment, peuplent les écoles font réellement des études primaires suffisantes. Les chiffres des effectifs sont parfois trompeurs. Sur un millier d'élèves dans une ville ou un canton, combien termineront ces études élémentaires de façon profitable pour eux et pour la société ? Combien les abandonneront après deux ou trois ans de séjour dans les petites classes ?

Même lorsque la scolarité est complète, l'utilité de l'enseignement est souvent mise en question : elle l'est par exemple quand il s'agit de l'enseignement des filles. Ces dernières sont relativement peu nombreuses à l'école. Sauf dans deux ou trois pays, elles représentent à peine 30 % des effectifs. Cette inégalité provient quelquefois d'obstacles culturels, religieux, coutumiers. Plus généralement, elle tient à des raisons économiques.

Les parents attendent que l'école fasse ses preuves

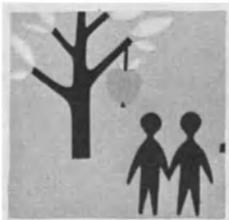
Les parents escomptent les avantages matériels dont bénéficiera probablement le garçon instruit, apte par conséquent à des emplois prestigieux et bien rémunérés ; ils n'ont pas les mêmes espérances en ce qui concerne l'avenir de leurs filles, auxquelles ils peuvent d'ailleurs confier très tôt des besognes immédiatement utiles. Mais ce qui est pire, c'est qu'en envoyant leurs filles à l'école, les familles ont, dans certains cas, le sentiment de faire un sacrifice inutile. L'instruction livresque acquise en quatre, cinq ou six ans, à l'âge où les jeunes Africaines se préparent au mariage, à quoi sert-elle quand il s'agit d'assumer les tâches et les responsabilités d'une femme ?

A la campagne surtout, l'enseignement des filles, pour s'imposer utilement, devra prouver d'abord son efficacité sur le plan économique et sur le plan social. Lorsqu'on jugera que les femmes, parce qu'elles ont fait des études, sont meilleures ménagères, meilleures éducatrices, voire commerçantes plus prospères, les filles seront à l'école aussi nombreuses et aussi assidues que leurs frères.

En accédant à l'indépendance, les pays africains s'attaquent sans délai aux problèmes de l'enseignement. Leurs gouvernements savent et disent avec une parfaite clarté que l'éducation, dans les circonstances présentes, exige les mêmes efforts et la même vigilance que la stabilité sociale et que la prospérité économique. C'est désormais une vérité évidente et même banale : l'avenir de chaque pays dépend de l'instruction qu'elle donne aux jeunes générations. Il serait regrettable que les Etats ou les institutions responsables de l'assistance offerte à ces pays songent uniquement à l'industrie, à l'équipement, aux finances, en oubliant qu'il n'y a pas de plus précieux investissement que les dépenses en faveur de l'éducation.

POUR L'HARMONIE DES RACES

par Alfred Métraux



Le numéro du *Courrier*, consacré au Racisme, a provoqué de nombreuses réactions. Beaucoup de lecteurs se sont enquis de ce que l'Unesco faisait ou comptait faire pour combattre les maux qu'il dénonçait. C'est à ces questions que nous chercherons à répondre ici.

Tout d'abord, il importe de dissiper un malentendu : L'Unesco — organisation internationale pour l'éducation, la science et la culture — ne peut agir que dans les domaines de sa compétence. C'est à « l'esprit des hommes » qu'elle s'adresse, c'est dans « l'esprit des hommes qu'elle dresse les défenses » contre la guerre et le racisme, laissant à d'autres organismes le soin d'intervenir sur le plan politique.

L'action de l'Unesco devait donc avoir un caractère éducatif, donnant à cet adjectif sa valeur la plus haute. Il lui incombait de dissiper des préjugés anciens et tenaces, de mettre ses ressources et son prestige au service de la science dont les leçons dans ce domaine donnent une base positive aux efforts des hommes de bonne volonté. Par sa nature même et sa structure, l'Unesco était amenée à affronter le racisme sur le plan de la Connaissance sans laquelle aucune action féconde n'est possible.

La lutte que l'Unesco a été chargée d'entreprendre contre le « dogme de l'inégalité des races et des hommes » dénoncé dans son Acte constitutif a été dirigée non seulement contre la « doctrine raciste », mais aussi contre les formes de pensée qui l'engendrent. La première tâche était donc de dissiper les multiples notions fausses et les stéréotypes faciles, base et armature du racisme.

■ Le public, même cultivé, n'est-il pas, sur ce point, d'une ignorance extrême ? On pourrait même affirmer qu'entre les savants et l'opinion publique il existe à cet égard un décalage d'au moins un demi-siècle.

La notion même de « race » prête souvent à confusion. L'Unesco fit établir, il y a dix ans, par deux groupes de savants, une déclaration dans laquelle ils présentaient, sous une « forme simple et claire » l'état actuel de nos connaissances sur le problème de l'égalité des races et de l'unité de l'espèce humaine. Une telle déclaration n'était qu'un bref résumé de résultats de travaux qui, depuis de longues années, se poursuivent dans des centres d'études ou des laboratoires.

Pour ceux qui désiraient être mieux informés des différents aspects du problème et qui souhaitaient être renseignés sur la nature des faits justifiant les termes de la Déclaration, l'Unesco a publié une série de brochures dans une collection appelée *La Question raciale devant la Science moderne* (1). Des spécialistes de divers pays qui s'étaient distingués par des recherches portant sur le problème racial furent invités à y exposer leurs propres conclusions et celles de leurs collègues.

Le problème racial concerne la nature humaine tout entière. De ce fait, il ressort à de nombreuses disciplines scientifiques mais c'était au psychologue qu'il incombait de détruire l'autorité que de grossières erreurs de méthodes avaient conféré à certains tests destinés à prouver l'infériorité de certains groupes ethniques.

Il appartenait à un généticien de donner une nouvelle définition de la notion de race à la lumière de la biologie moderne. La tâche d'analyser la nature et les modalités des conflits interraciaux revenait au sociologue. Quant à l'anthropologue culturel, son rôle était d'exposer l'in-



Le Brésil est un exemple frappant d'une société où des hommes de couleurs différentes vivent dans une très bonne entente.

fluence décisive du milieu social sur la formation de la personnalité. Seul un spécialiste de l'anthropologie physique avait qualité pour dissiper les notions absurdes que tant de personnes entretiennent sur les effets soi-disant nocifs des mélanges raciaux.

Ces nombreuses facettes du même problème ont été traitées avec compétence et objectivité dans les douze brochures de la collection mentionnée plus haut. Les savants qui les ont rédigées ont évité, avec soin, toute assertion de caractère éthique ou sentimental. Ils n'ont pas caché nos ignorances et nos doutes. Cependant, ils ont tous estimé qu'ils ne pouvaient se taire.

■ Devant le silence des vrais spécialistes, les notions les plus fausses, les doctrines les plus cruelles, auraient pu apparaître comme des vérités indiscutées et indiscutables. C'est pourquoi il n'était pas inutile que le grand public sache qu'aucune discipline scientifique ne fournit au racisme l'ombre d'un argument dont il puisse se prévaloir.

Le succès de ces publications a été considérable. Elles ont été traduites en onze langues. Celles, parues en anglais, ont atteint des tirages voisins du quart du million.

La faveur que connaissent ces publications a révélé l'intérêt passionné du public pour la question raciale. Les comptes rendus que d'innombrables journaux en ont fait, les discussions qu'elles ont suscitées, les séminaires qu'elles ont inspirés, ont contribué à dissiper plus d'un préjugé et à populariser des points de vue et des faits jadis familiers qu'aux seuls spécialistes.

Les problèmes soulevés par le préjugé racial et la discrimination qu'il justifie n'ont pas une portée uniquement scientifique. Ce serait témoigner d'un optimisme naïf que de croire que l'on réglerait les conflits raciaux et les tragédies qu'il provoquent, en dénonçant simplement les idées fausses ou préconçues dont les racistes se réclament. La question raciale affecte aussi la conscience humaine.

(1) Ces brochures viennent d'être réunies en un seul volume publié par Unesco-Gallimard, Paris. Prix 15 NF. En vente dans toutes les librairies.



Photo © Pierre Verger.

Religions et philosophies s'en sont soucées et se sont prononcées à son sujet dans un sens ou dans l'autre.

A la collection *La Question raciale devant la Science moderne*, s'est ajoutée une nouvelle série intitulée *La Question raciale devant la Pensée moderne*. Elle comporte des essais définissant l'attitude adoptée par les religions universelles face à la diversité des groupes humains.

■ Dans les brochures parues jusqu'ici, des théologiens et des philosophes ont traité de la position prise par l'Eglise catholique, les églises protestantes, le Bouddhisme et le Judaïsme devant le racisme. Les auteurs de ces essais ont été choisis non seulement en raison de leur érudition mais aussi de la place qu'ils occupaient dans les mouvements religieux de notre temps. Si toutes les églises universelles s'accordent à dénoncer le racisme, si toutes proclament l'égalité des hommes et la dignité de leur nature, elles le font parfois en des termes divers. Cette concordance dans la disparité d'expression ne saurait que renforcer la cause de l'antiracisme.

Personne, aujourd'hui, ne nie que c'est à l'âge très tendre que se constituent les préjugés et les stéréotypes les plus tenaces et si difficiles à combattre chez les adultes. Aussi, toute action éducatrice pour être féconde s'effectuera à partir de l'école. L'Unesco, fidèle à sa vocation, a voulu aussi porter la lutte antiraciste sur ce terrain. Ne voulant pas alourdir les programmes, elle a cherché à atteindre les élèves à travers les maîtres, à donner à ceux-ci les éléments nécessaires pour introduire des notions conformes à l'état actuel de la science.

C'est dans ce but qu'elle a fait préparer des manuels (Cyril Bibby : « Race, Prejudice and Education »), déjà traduit en allemand et en hébreu et qui le sera prochainement dans d'autres langues (1). Dans le cadre du même

projet, le Professeur Juan Comas a élaboré un ouvrage (« La Educacion ante la discriminacion racial », Universidad nacional de Mexico, No 5, segunda serie 1958), plus spécialement destiné aux instituteurs de l'Amérique latine.

Dans une intention semblable, l'Unesco avait publié un petit ouvrage illustré à l'usage des écoles intitulé : *Qu'est-ce qu'une race ?*

Parallèlement à ces efforts, l'Unesco entreprenait des recherches originales sur les relations raciales. Les enquêtes sur le sujet ne manquaient pas, mais celles conçues et réalisées par l'Unesco se caractérisaient par la volonté d'étudier au premier chef les situations raciales que l'on pourrait qualifier d'« heureuses ».

■ En effet, la rencontre de races différentes ne s'accompagne pas forcément, comme on l'a prétendu, de conflits et d'injustices. En certaines régions du monde, des hommes de couleurs différentes vivent côte-à-côte en harmonie, mutuellement enrichis par la mise en commun de leurs héritages culturels. L'Etat américain de Hawaii et le Brésil offrent le type de sociétés multiraciales où règne la bonne entente. A ce titre elles sont exemplaires.

Les relations raciales à Hawaii ayant fait l'objet de très nombreuses recherches, c'est au Brésil que l'Unesco s'est décidée à poursuivre ses enquêtes. Elle furent confiées à des équipes de sociologues et de psychologues qui étudièrent la situation raciale dans diverses régions de ce pays, en milieu urbain et rural. Les résultats de ces travaux firent l'objet de plusieurs livres dont deux furent publiés par l'Unesco et les autres par des institutions ou des maisons d'édition brésiliennes.

■ Toujours en vertu du principe que l'absence de tensions raciales constitue à tous les égards un phénomène aussi important que la présence de conflits, l'Unesco organisa d'autres projets de recherches dans des pays où des minorités ethniques étaient en voie d'assimilation. Le Mexique, les Antilles françaises, les Etats-Unis et la Yougoslavie fournirent des thèmes de recherches de grand intérêt.

Les conclusions de ces enquêtes ont été publiées par l'Unesco (*Contacts de civilisation en Martinique et Guadeloupe*, par Michel Leiris), ainsi que l'excellente analyse de Berger sur l'action législative aux Etats-Unis en faveur de l'égalité raciale (*Problèmes raciaux : l'Egalité par la Loi*, par Morroe Berger). Un ouvrage préparé par les soins de l'Unesco, mais publié par la Columbia University Press (U.S.A.) résume les enquêtes de terrain faites dans le Nouveau Monde (« Minorities in the New World », par C. Wagley et M. Harris).

Le rapide développement des sociétés africaines, le nombre croissant d'Africains qui se distinguent dans des domaines jusqu'ici considérés comme l'apanage de la race blanche, constituent autant d'arguments puissants qui s'opposent aux thèses racistes et au « pessimisme racial ».

Des recherches sociologiques sur les nouvelles élites qui surgissent en Afrique ont été poursuivies au Dahomey, au Ghana, et en Nigeria. Ces enquêtes furent tout récemment complétées par des travaux sur les femmes africaines qui, s'étant dégagées des milieux coutumiers, coopèrent à la révolution culturelle qui entraîne leur pays.

Jusqu'ici, seuls les aspects positifs des relations raciales ont retenu l'attention de l'Unesco. Les singuliers mouvements racistes qui se sont propagés dans le monde, à la façon d'une épidémie ont contraint l'Unesco à se pencher sur le problème du racisme dans la jeunesse moderne. Elle va procéder, sur le plan international, à une vaste enquête à caractère psychologique et sociologique pour déterminer, parmi les jeunes, la profondeur du préjugé racial, ses causes et sa persistance et comment le combattre.

■ La Onzième Session de la Conférence générale de l'Unesco a adopté un projet de Convention et un projet de recommandation concernant les mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement. L'adhésion des Etats membres ne saurait manquer de susciter des initiatives propres à battre en brèche les préjugés raciaux.

Enfin, l'Unesco examinera les conditions dans lesquelles elle pourrait aider à la création d'un organisme international qui centraliserait, de façon permanente, la documentation et les études relatives aux problèmes des relations raciales.

Telles sont quelques-unes des principales activités que l'Unesco a entreprises ou s'apprete à entreprendre pour lutter contre le « cancer social de notre temps ». Consciente de ses responsabilités au sein de la famille des Nations Unies, elle ne faillira pas à sa mission.

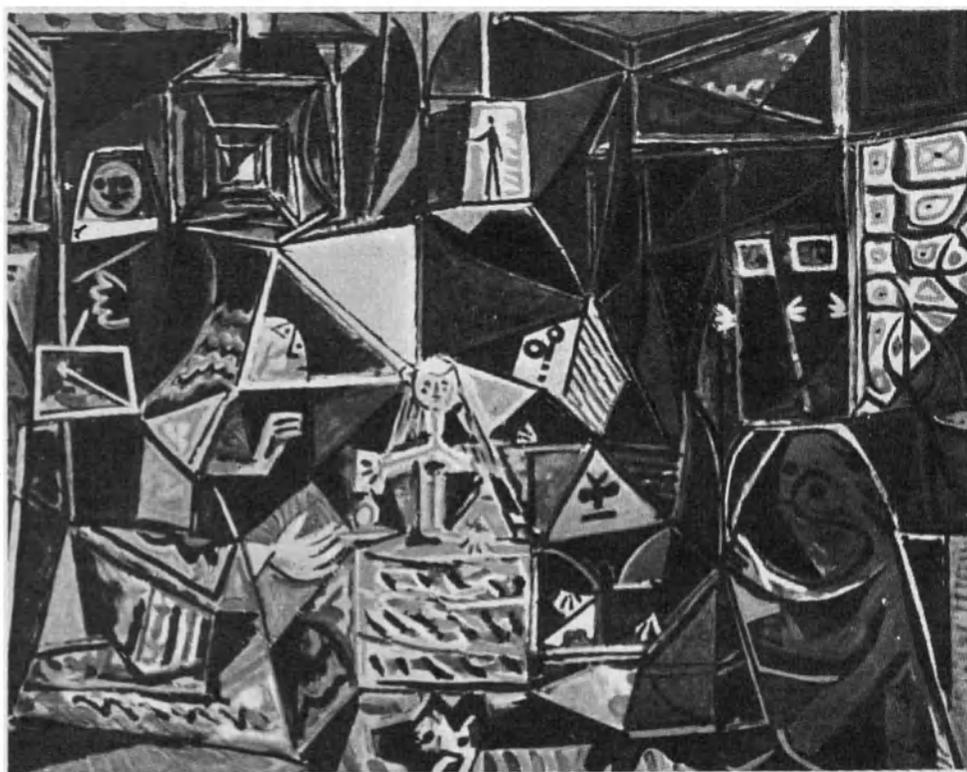
(1) Un important extrait de la brochure de Cyril Bibby a paru dans le n° d'octobre 1960 du « Courrier de l'Unesco » sur le Racisme.

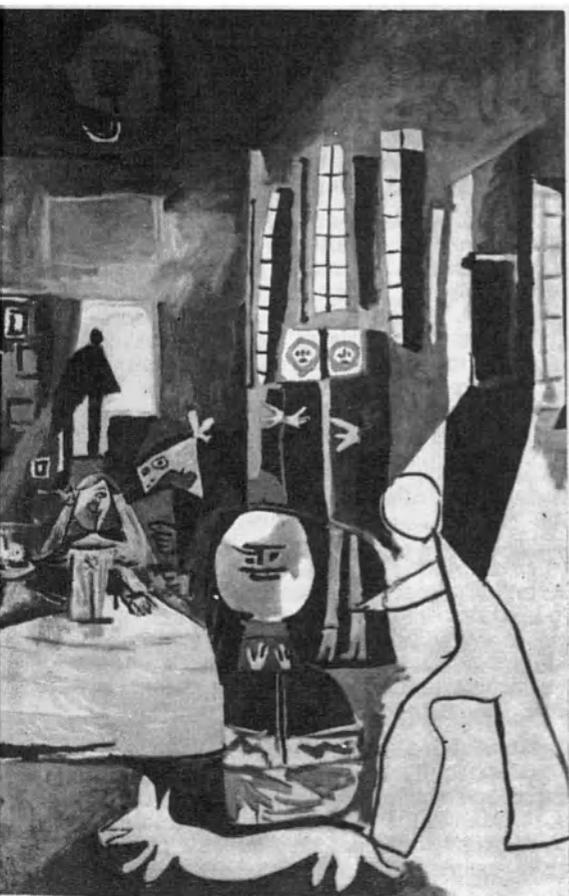
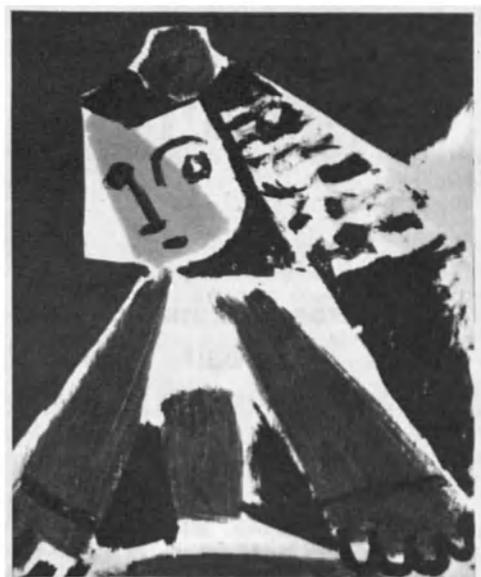


LES MÉNINES par DIEGO VÉLAZQUEZ

PICASSO INTERPRÈTE VÉLAZQUEZ

A quatorze ans, Pablo Picasso alla à Madrid, au Prado, avec son père et vit pour la première fois le célèbre tableau **Les Ménines** de Vélazquez, le maître espagnol du XVII^e siècle (voir numéro spécial du **Courrier de l'Unesco**, décembre 1960). Cette première impression le marqua pour toujours. Le souvenir de cette scène de la cour, tous ses détails, le personnage de la petite Infante et ses deux suivantes ne le quittèrent plus. « Quel réalisme ! Quelle merveilleuse réussite ! » dit-il, un jour, à un ami. En automne 1957, Picasso se mit au travail et donna libre cours aux idées que le chef-d'œuvre de Vélazquez lui inspirait. Il s'enferma pendant deux mois loin de ses amis et exécuta une série de 45 tableaux sur le thème ; nous en reproduisons 13 ici. La plus grande des toiles de 1 m 94 x 2 m 60 est monochrome (ci-dessous au centre) et contient tous les éléments de la composition de l'original. La plupart des autres sont des variations pleines de fantaisie sur des détails ; les études de l'Infante, en particulier, révèlent l'extraordinaire imagination de Picasso.





Un Télescope nommé "BIMA SAKTI"

Le héros des marionnettes, Bima Sakti était si grand qu'il enjambait la voie lactée... Voilà pourquoi on a donné son nom au nouveau télescope en Indonésie.

par
Victor M. Blanco

L'OBSERVATOIRE astronomique Bosscha, institution unique dans le Sud-Est asiatique, s'abrite au cœur des collines occidentales de l'île de Java et a pour toile de fond un volcan à demi endormi. Dans des jardins méticuleusement entretenus, un bâtiment au dôme monumental recèle deux des plus grands télescopes à réflexion du monde. Les jeunes savants indonésiens qui manipulent ces télescopes participent activement à élargir les horizons de la science. Des centaines de centres scientifiques à travers le monde lisent avec intérêt les publications de l'observatoire Bosscha qu'ils conservent dans leurs archives.

La République d'Indonésie, qui doit pourtant faire face aux problèmes sociaux et économiques les plus difficiles d'aujourd'hui, entretient l'observatoire. C'est la preuve de la grande portée culturelle des buts qu'elle poursuit pour sa jeunesse. L'observatoire Bosscha est un symbole des possibilités que prévoit la République pour ses jeunes savants. Chaque année, on montre les télescopes à des milliers d'étudiants de tous âges. L'astronomie éveille souvent chez l'enfant la première curiosité scientifique. L'observatoire n'est donc pas seulement le symbole de l'avenir, il est aussi, dès aujourd'hui, un centre actif d'éducation populaire.

■ La foule des visiteurs venus de Bandoeng les jours de fête intensifie ce rôle. La ville de Bandoeng, qui compte près d'un million d'habitants, s'étale comme un tapis dans une vallée à douze kilomètres de l'observatoire. Des grandes pelouses de Bosscha, le public découvre un panorama étonnant en profitant de l'air frais de la montagne.

La position géographique de l'observatoire, à 7° latitude sud, est importante du point de vue astronomique. Les télescopes de Bosscha peuvent observer quelques-unes des constellations les plus importantes. Le Sagittaire, par exemple, noyau de la Voie lactée, notre galaxie, est une constellation qu'on ne peut bien observer de l'hémisphère nord où sont rassemblés la plupart des grands télescopes. Des études des régions nucléaires de notre galaxie apporteront des solutions à quantité de problèmes à propos de l'histoire de la vie d'astres comme notre soleil et de leur distribution dans l'espace.

En dehors de sa commodité géographique, l'observatoire jouit d'une atmosphère remarquablement calme. Les astronomes qui doivent étudier la lumière d'une étoile à partir du sol sont très sensibles aux variations de l'atmosphère qui, très souvent, troublent leur observation.

■ L'observatoire fut fondé grâce aux dons d'un planteur de thé, Karel A.R. Bosscha. On y installa les principaux instruments en 1928 et en 1929. Jusqu'à la seconde guerre mondiale, quelques astronomes néerlandais renommés y travaillèrent. L'observatoire souffrit beaucoup de la guerre et des conflits qui en découlèrent. Trois membres importants de son équipe furent tués et les différentes troupes d'occupation saccagèrent et détruisirent toutes les installations. La reconstruction commencée en 1947 n'est pas achevée. En 1950, l'Unesco participa, avec le gouvernement indonésien, à l'acquisition d'un nouveau télescope pour l'observatoire Bosscha.

Le choix se porta sur un projet élaboré par l'opticien allemand Bernhard Schmidt (1879-1935). Un télescope du type Schmidt était, en effet, très particulièrement indiqué à cause de la situation géographique très favorable et des bonnes conditions d'observation. Ces dix dernières années, les travaux furent entrepris réclamant la collaboration d'astronomes, d'opticiens et d'ingénieurs d'Indonésie, des

Pays-Bas et des Etats-Unis. Les parties optiques du télescope furent offertes par l'Unesco et fabriquées à l'observatoire Yerkes de l'Université de Chicago.

Pour tout ce qui est mécanique, le gouvernement indonésien passa un contrat avec les établissements de construction Rademakers de Rotterdam. Au printemps de l'année dernière, les éléments optiques, les miroirs du télescope furent montés pour la première fois avec les parties métalliques. L'assemblage, la mise au point et les essais furent achevés le 28 mai, jour de l'inauguration officielle du télescope.

■ Un instrument de cette sorte requiert la plus grande précision dans l'ajustement. On pouvait s'attendre à des difficultés d'ordre mécanique dans le travail d'assemblage. Heureusement, l'observatoire Bosscha possède un atelier bien équipé, avec des spécialistes capables, et grâce à eux, les difficultés furent aplanies aussitôt qu'elles se présentèrent. Mais il n'était pas toujours aisé d'obtenir les matériaux exigés par les mécaniciens. Pourtant, avec un peu de chance, on parvenait à découvrir ce dont on avait besoin chez les nombreux marchands de ferraille de la ville de Bandoeng.

Quelques-unes des parties en aluminium du nouveau télescope furent découpées dans les hélices d'avions de guerre. Les éléments optiques offerts par l'Unesco furent fixés dans l'armature au moyen de plomb qui sert d'habitude pour la tuyauterie.

Ils comprenaient un miroir délicatement poli de soixante-dix centimètres de diamètre. Le miroir sert à faire converger les rayons de la lumière des étoiles sur l'objectif. Les miroirs de télescope s'obtiennent en appliquant une mince couche d'un alliage d'aluminium sur du verre poli. L'alliage d'aluminium doit être vaporisé à l'intérieur d'une cloche vide d'air pour se répandre sur le verre auquel il donne un grand pouvoir de réflexion. L'enduit se ternit avec le temps, et pour un usage normal, de tels miroirs doivent être périodiquement réimprégnés.

■ Les vapeurs du volcan Tangkuban, dont le cratère n'est qu'à 5 km de l'observatoire, risquaient de ternir ou de détériorer le miroir du nouveau télescope plus vite qu'il n'est normal ou souhaitable. Il fallut résoudre ce problème pendant le montage. A la suite de consultations entre astronomes, géologues et chimistes de l'Institut de Technologie de Bandoeng, on combina un moyen de purifier l'air. Ce système est fixé au télescope et dissipe les vapeurs sulfureuses : il pompe l'air propre à l'intérieur du télescope scellé et prolonge ainsi la vie du miroir.

Dès le début du projet, on nomma le nouveau télescope Bima Sakti. Ce nom, dont les initiales sont les mêmes que celles de Bernhard Schmidt est un des héros des wayang javanais, des pièces de marionnettes inspirées de la grande épopée indienne Mahabharata. Dans la mythologie javanaise, Bima Sakti est si grand que lorsque, debout, il pose les pieds des deux côtés de la terre, ses jambes forment dans le ciel l'arc que nous connaissons sous le nom de Voie lactée. Le nom de ce héros ancien convient donc particulièrement à un télescope qui servira à observer les étoiles de la Galaxie.

L'ensemble du personnel et les ouvriers de l'observatoire considèrent avec affection et fierté le nouveau télescope qui semble avoir, en quelque sorte, hérité de la personnalité du vieux héros. Bima Sakti qui, dans les anciens poèmes épiques, lutta contre le mal est de nouveau plongé dans l'action, aidant aujourd'hui à faire avancer la science indonésienne.

Nos lecteurs nous écrivent...

D'AUTRES JACQUES, D'AUTRES BOUBA

Je suis heureux de voir que le travail de notre ami Lagrave au Cameroun a fourni le sujet d'un très bel article.

Je souhaite que cet article soit suivi d'un complément qui fasse savoir que ce travail de correspondance pour la meilleure compréhension des peuples n'est pas un fait isolé. Qu'il se répète au contraire à des milliers d'exemplaires, de région à région comme de nation à nation.

Les 30 élèves d'une classe du Loiret sont venus vivre 8 jours à Sept-Frères (Calvados) au sein même des familles. La population ici était enchantée. Nous passerons 8 jours nous-même dans le Loiret. Des liens sont créés que j'ai la joie de voir perdurer chez mes anciens élèves et trouver des racines chez les adultes.

Notre école de Sept-Frères était à même, cette année, de nouer des relations avec l'Égypte.

Et ainsi tout à travers le monde, des gens qui s'inspirent des techniques Freinet, créent des liens d'amitié.

M. Baucé
Sept-Frères
(Calvados)
France.

Je vous signale que j'ai été très heureuse de lire ce beau reportage parfaitement illustré que vous venez de publier au sujet de cette école camerounaise en relations avec des petits paysans français.

Je regrette que vous ayez omis de parler des milliers de classes de l'École Moderne qui elles aussi pratiquent la correspondance en France et dans le monde et œuvrent ainsi pour une meilleure compréhension, pour l'amitié entre les peuples.

R. Rufet
Institutrice
Lochrist (Morbihan)
France.

J'ai beaucoup aimé votre article « A l'école de Pitoa » et ceci d'autant plus que j'ai toujours suivi avec beaucoup d'intérêt les efforts dévoués de Lagrave. J'ai à ce sujet le plaisir de vous signaler une brochure qui relate toute la correspondance échangée entre les élèves de Lagrave et ceux d'un autre instituteur français. Il s'agit du numéro 366 de la Bibliothèque de Travail, Édition de l'École Moderne Française (Technique Freinet) : « L'enfant africain vu par l'enfant blanc. »

L'expérience que vous relatez n'est donc pas un fait isolé. De tels échanges ont lieu couramment (avec peut-être bien un degré moindre de réus-

site) et sont le fruit d'une pédagogie de l'École Moderne. Ma classe a correspondu en 1954 avec une école tunisienne, en 1955 avec une classe de l'école du boulevard d'Anfa à Casablanca, en 1957 avec l'école de la Plaine des Grègues de l'Île de la Réunion. Tous ces échanges ont été réalisés, comme celui de Lagrave d'ailleurs, sous l'égide de l'École Moderne (Technique Freinet) et nous sommes persuadés que si de telles expériences étaient généralisées, elles ne pourraient que servir la cause de la paix et aider à la disparition de cette plaie qu'est le racisme.

M. Nadeau
Instituteur
Azur (Landes)
France.

J'ai bien reçu le numéro de septembre du « Courrier » et le premier article sur l'école pilote du village camerounais m'intéresse profondément. L'échange de lettres entre le petit Africain et l'écolier français, tout l'ensemble de l'article de la page 5 à la page 13 n'est pas seulement charmant mais très intéressant.

Elie Smith Costello
Office de l'Éducation chrétienne
de l'Église presbytérienne
des États-Unis
Philadelphie 7, Pennsylvanie

L'HUMOUR DANS LE MONDE

La portée et le contenu de l'humour et du genre comique sont internationaux, pourtant il est difficile de trouver la matière ailleurs que dans les livres et périodiques publiés en anglais au Royaume Uni ou aux U.S.A. Je cherche des livres et des périodiques traitant de l'humour car je commence une étude sur « l'Humour, national et international ».

Je serais heureux d'entrer en contact avec des lecteurs partageant mon intérêt, particulièrement en Asie, dans les pays scandinaves et d'Amérique du Sud. Il me serait très utile de connaître des études déjà publiées sur l'humour de certains pays.

Bien que je sois surtout intéressé par le matériel écrit, les films, le théâtre, la télévision et la comédie radio-phonique me retiennent également. Mon étude s'applique aux aspects psychologiques et philosophiques de l'humour, auquel s'associe le souci artistique et littéraire.

Eric G. Linfield
Stevenage, Herts., Angleterre

ON DEMANDE DU FOLKLORE

Je tiens à profiter de cette occasion pour vous exprimer toute la satisfaction que j'éprouve à recevoir votre

revue. Sa tenue et la qualité des documents qui sont présentés sont toujours remarquables. Je serais pourtant très heureux de rencontrer quelques articles axés sur le folklore des différents pays. Je crois que la connaissance de ce folklore peut contribuer efficacement à la bonne compréhension des peuples. Donc, elle entre, je crois, dans les principes de l'Unesco qui défendent cet esprit de fraternité et de compréhension mutuelles.

G. Carol
Saint-Brieuc, France

LA TÉLÉVISION DANGEREUSE ?

J'aimerais trouver dans les colonnes de l'édition russe du « Courrier de l'Unesco » un article détaillé répondant aux questions suivantes :

Est-il dangereux de regarder des programmes de télévision ?

Comment la télévision affecte-t-elle le système nerveux et les nerfs du spectateur ?

Si la télévision présente des effets nocifs comment les éviter ?

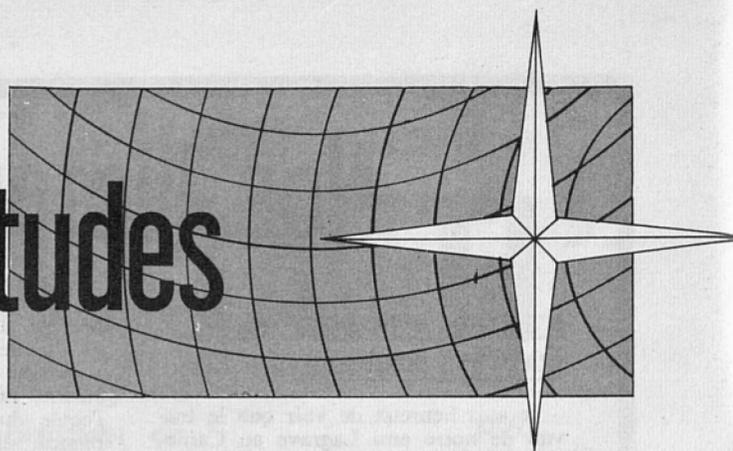
S. Voroshilovskaya
Kishenev, U.R.S.S.

TÊTES ET CHAPEAUX

J'étais très heureux d'apprendre par votre numéro de septembre la grande œuvre entreprise par la FAO dans sa campagne mondiale contre la faim. Je me réjouis d'en savoir davantage grâce à un prochain numéro du « Courrier de l'Unesco ». Je ne suis pas d'accord avec ce qu'exprime votre correspondant d'Amsterdam dans sa lettre intitulée « Le Paludisme ou la Faim ». L'organisation de la famille n'est pas la solution aux difficultés de population. Il est certain que ceux qui défendent cette thèse prennent les faits à rebours. Les savants qui s'occupent de la production de la nourriture et de la découverte de nouveaux moyens pour augmenter les ressources alimentaires nous disent que la terre peut produire assez pour nourrir tout le monde. Le vrai problème d'aujourd'hui est celui de la distribution, non de la surpopulation. Une campagne (employant tout l'argent que les partisans de l'organisation de la famille souhaitent pour leur cause) afin de résoudre ce problème de distribution serait beaucoup plus utile et beaucoup plus constructive. Après tout, pour employer un exemple familial, si dix personnes ont besoin d'un chapeau et qu'il n'y ait que huit chapeaux, le bon sens commande de trouver deux chapeaux de plus et non de couper la tête de deux personnes.

T. McNicholas
Nazeing (Essex) Angleterre

Latitudes et Longitudes



LIBRAIRIE SELF-SERVICE : Souvent, au seuil du magasin de livres, un obscur respect paralyse le client. Le Service de Modernisation de la librairie Hachette vient d'inaugurer à Reims (France) un véritable « Self-Service culturel ». Le magasin traditionnel jadis fréquenté par la seule élite a été conçu de telle façon que l'acquisition des « nourritures intellectuelles » devienne aussi facile et naturelle à tous que celle des vêtements ou de l'alimentation. Tous les ouvrages sont disposés dans le champ visuel du client et les vendeuses n'interviennent que pour répondre aux questions. L'exemple de la librairie-test de Reims, bien qu'encore récent, semble concluant, puisque la vente a augmenté de plus de 60 %, et le système suscite un vif intérêt, non seulement en France, mais au Canada, en Belgique, en Hollande, en Italie, au Liban d'où émanent déjà des demandes d'équipement.

DU SABLE ET DE L'EAU DE MER POUR CULTIVER FLEURS ET LEGUMES : En Espagne, une station expérimentale d'agriculture marine a été créée à Oriñón, province de Santander. On y étudie la production de fruits et de légumes par un système de « culture hydroponique mixte » qui combine les techniques de la culture hydroponique (c'est-à-dire sans sol) et celles de la culture traditionnelle. Les principaux éléments utilisés sont le sable de la plage et de l'eau de mer qui ne subissent aucun traitement physique ou chimique. Des zones de culture sont délimitées sur le sable et entourées de canaux d'irrigation où la mer peut pénétrer. Le sol est fécondé, comme dans l'agriculture normale, par des engrais chimiques ou organiques. On a pu produire ainsi du maïs, des pommes de terre, des tomates, divers autres légumes et fleurs.

UN DEPART : M. Jean Thomas qui, depuis 1946, a consacré toutes ses activités au service de l'Unesco, d'abord en qualité de Directeur du département des activités culturelles, ensuite comme sous-Directeur général, vient de prendre sa retraite. Il a toutefois bien voulu accepter la présidence du Comité international d'action dans la campagne internationale de sauvegarde des monuments de Nubie.

AU ROYAUME DES PIEUVRES

Nous tenons à signaler que l'article de Frank W. Lane, **Au Royaume des Pieuvres**, paru dans notre dernier numéro est sous copyright et ne peut être reproduit sans autorisation.

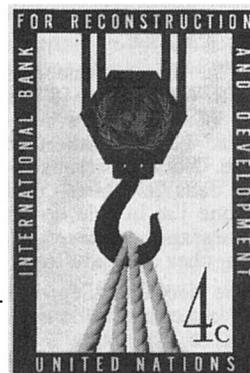
POUR LES LETTRES ROUMAINES : M. Tudor Vianu, de l'Académie de la République populaire de Roumanie, vient de faire paraître, par les soins de la Commission Roumaine pour l'Unesco, « Permanences de la Littérature roumaine ». Cette brochure, parfaitement documentée et illustrée, est de nature à stimuler la découverte d'un domaine littéraire large et divers, mais encore mal connu à l'étranger. M. Vianu y souligne que « la langue des écrivains roumains est une langue populaire qui puise amplement aux trésors du lexique, des formes, des locutions populaires ». Il rappelle aussi : « Byzance et le monde slave ont puissamment marqué notre folklore, notre art, notre littérature. »

ATLAS DE LA FACE CACHEE DE LA LUNE : 30 photographies inédites prises en octobre par « Lunik IV » viennent de paraître à Moscou en un atlas édité par l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. Elles ont permis d'identifier 500 détails du relief lunaire qui sont situés et décrits dans un catalogue annexe. La face non visible de la lune ne montre pas les grandes dépressions sombres auxquelles on donne le nom de « mers » et qui couvrent une grande partie de la face visible, car ces « mers » n'occupent qu'une faible portion de la surface étudiée.

CE QUE LISENT LES JEUNES POLONAIS : En Pologne, la soif de lecture des jeunes a posé le problème de la littérature qu'on leur destine et depuis plusieurs années, des chercheurs se penchent sur cette question d'importance capitale. Un Institut de littérature et de lecture pour la jeunesse a été créé en 1958 près la chaire de pédagogie générale de l'Université de Varsovie. Il a pour but d'intéresser aux livres pour les jeunes, les éducateurs, les pédagogues et les psychologues, ainsi que les bibliothécaires, les auteurs, les critiques et les historiens de la littérature. Ces efforts conjugués permettront d'édifier une véritable science de la littérature pour la jeunesse.

DU GRUYERE AU NEPAL : Deux spécialistes de la production laitière de Gruyère en Suisse ont été envoyés à Katmandou (Népal) par la FAO pour enseigner aux montagnards des hautes vallées de l'Himalaya comment fabriquer et vendre à bon compte le beurre et le fromage et comment augmenter la production de lait. A l'heure actuelle, la première laiterie a été transformée en « école » où les jeunes bergers népalais viennent s'initier aux techniques de la fabrication du fromage. Et l'on envisage d'installer au Népal deux usines pour traiter le fromage.

LE SERVICE PHILATÉLIQUE DE L'UNESCO

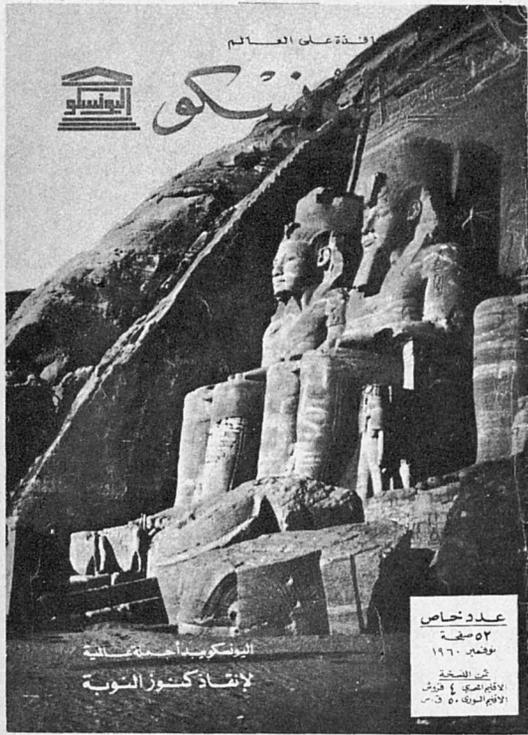


Le timbre reproduit ci-dessus — le cinquième timbre commémoratif émis par l'Administration postale des Nations Unies en 1960 — célèbre la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement. Deux valeurs ont été mises en vente 4 cents et 8 cents. Ce timbre est imprimé en photogravure par l'imprimerie gouvernementale de Tokyo. Ci-dessous, le deuxième timbre émis par la République Arabe Unie pour commémorer la Campagne de l'Unesco pour la Sauvegarde des Monuments de Nubie. D'une valeur de 10 millèmes, il représente le temple de Nefertari à Abou Simbel. Ces deux timbres peuvent être obtenus grâce au Service Philatélique de l'Unesco qui dispose des timbres et des souvenirs philatéliques émis par de nombreux États membres pour commémorer certains événements de l'histoire de l'Unesco et des Nations Unies. Le Service Philatélique est, en outre, l'agent de l'Administration postale des Nations Unies pour la France; il dispose, à ce titre, de tous les timbres des Nations Unies en circulation. Un document contenant la liste des articles disponibles, leur prix et les modalités de paiement, sera envoyé sur demande adressée au Service Philatélique de l'Unesco, place de Fontenoy, Paris (7^e).



Vient de paraître :

UNE NOUVELLE ÉDITION EN LANGUE ARABE



Le COURRIER DE L'UNESCO est heureux d'annoncer le lancement d'une édition en langue arabe, publiée au Caire, sous les auspices de la Commission Nationale pour l'Unesco de la République Arabe Unie. Le premier numéro vient de paraître. Le second est sous presse.

Les abonnements au COURRIER DE L'UNESCO en langue arabe en provenance de la République Arabe Unie devront être envoyés à la :

Commission Nationale pour l'Unesco, 6, Shareh Abu Momen Dekki, LE CAIRE (R.A.U.).

Tous les agents de vente des publications de l'Unesco, dont les noms figurent sur la liste ci-dessous, reçoivent les commandes d'abonnement pour l'édition arabe au même tarif que pour les autres langues.



Nos lecteurs ont à présent le choix entre six éditions : l'édition en langue française, l'édition en langue anglaise, l'édition en langue espagnole, l'édition en langue russe, l'édition en langue allemande et l'édition en langue arabe. Une septième édition, en langue japonaise, est prévue pour le mois d'avril.

Comment s'abonner au "Courrier de l'Unesco"

Vous pouvez commander les publications de l'Unesco chez tous les libraires ou en vous adressant directement à l'agent général (voir liste ci-dessous). Vous pouvez vous procurer, sur simple demande, les noms des agents généraux non inclus dans la liste.

Les paiements peuvent être effectués dans la monnaie du pays. Les prix de l'abonnement annuel au « COURRIER DE L'UNESCO » sont mentionnés entre parenthèses, après les adresses des agents.

ALBANIE. — N. Sh. Botimeve, Naim Frasheri, Tirana.

ALLEMAGNE. — R. Oldenbourg Verlag, Unesco-Vertrieb für Deutschland, Rosenheimerstrasse 145, Munich 8. (DM 8).

AUTRICHE. — Verlag Georg Fromme et Co, Spengergasse 39, Vienne V. (Sch. 50.-).

BELGIQUE. — Office de Publicité S.A., 16, rue Marcq, Bruxelles C.C.P. 285,98. N.V. Standaard-Boekhandel, Belgiëlei 151, Anvers. Pour le « Courrier » seulement : Louis de Lannoy, 22, Place de Brouckère, Bruxelles. C.C.P. 3380.00 (100 fr. belges).

BRESIL. — Librairie de la Fundaçao Getulio Vargas, 186, Praia de Botafogo. Caixa Postal 4081, Rio de Janeiro.

BULGARIE. — Raznoiznos, 1, Tzar Assen, Sofia.

CAMBODGE. — Librairie Albert Portail, 14, avenue Bouloche, Phnom-Penh.

CANADA. — Imprimeur de la Reine, Ottawa, Ont. (\$ 3.00).

CHILI. — Editorial Universitaria, S. A., Avenida B. O'Higgins 1058, casilla 10220, Santiago. (1.75 E*).

DANEMARK. — Ejnar Munksgaard Ltd, 6, Nørregade, Copenhagen K. (Kr. 12).

ESPAGNE. — Pour le « Courrier de l'Unesco » : Ediciones Iberoamericanas, S.A., Pizarro 19, Madrid. (Pts 90). Autres publications : Libreria Cientifica Medinaceli, Duque de Medinaceli, 4, Madrid, 14.

ÉTATS-UNIS. — Unesco Publications Center, 801, Third Avenue, New York 22, N.Y. (\$ 3). et, sauf pour les périodiques : Columbia University Press, 2960 Broadway, New York 27, N.Y.

FINLANDE. — Akateeminen Kirjakauppa, 2, Keskuskatu, Helsinki. (mk. 540).

FRANCE. — Librairie Unesco, Place de Fontenoy, Paris, C.C.P. 12.598-48. (NF. 7.00).

GRÈCE. — Librairie H. Kauffmann, 28, rue du Stade, Athènes.

HAÏTI. — Librairie « A la Caravelle », 36, rue Roux, B.P. 111, Port-au-Prince.

HONGRIE. — Kultura P. O. Box 149, Budapest, 62.

ILE MAURICE. — Nalanda Co. Ltd., 30 Bourbon Str., Port-Louis.

INDE. — Orient Longmans Private Ltd. : 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13. Indian Mercantile Chamber, Nicol Rd., Bombay; 136a. Mount Road, Madras 2. Gunfoundry Road, Hyderabad 1; Kanson House, 24/1 Asaf Ali Road, P. O. Box 386, Nouvelle-Delhi.

IRAN. — Commission nationale iranienne pour l'Unesco, avenue du Musée, Téhéran.

IRLANDE. — The National Press, 2 Wellington Road, Ballsbridge, Dublin (10/-).

ISRAËL. — Blumstein's Bookstores, Ltd., 35, Allenby Road and 48, Nahlat Benjamin Street, Tel-Aviv. (1£ 4.-).

ITALIE. — Libreria Commissionaria Sansoni, Via Gino Capponi 26, Casella Postale 552, Florence. (lire 1.200).

JAPON. — Maruzen Co Ltd., 6, Tori-Nichome, Nihonbashi, P.O. Box 605 Tokyo Central, Tokyo (Yen 500).

LUXEMBOURG. — Librairie Paul Bruck, 33, Grand'Rue, Luxembourg.

MAROC. — Centre de diffusion documentaire du B.E.P.I., 8, rue Michaux-Bellaire Boîte postale 211, Rabat. 717 (frs M.).

MARTINIQUE. — Librairie J. Bocage, Rue Lavoisier B. P. 208, Fort-de-France. (NF. 7.00).

MEXIQUE. — Editorial, Hermes, Ignacio Mariscal 41, Mexico D. F., Mexique. (\$ 18 n. mex.).

MONACO. — British Library, 30, Bld de Moulins, Monte-Carlo (NF. 7,00).

NORVÈGE. — A.S. Bokhjornet, Lille Grensen, 7, Oslo. (Kr. 10).

NOUVELLE-CALÉDONIE. — Reprise Av. de la Victoire, Immeuble Paimboug, Nouméa (130 fr. CFF).

NOUVELLE-ZÉLANDE. — Unesco Publications Centre, 100, Hackthorne Road, Christchurch. (10/).

PAYS-BAS. — N.V. Martinus Nijhoff, Lange Voorhout 9, La Haye (fl. 6).

POLOGNE. — « RUCH » Ul. Wiloza Nr. 46. Varsovie 10 (zl. 50).

PORTUGAL. — Dias & Andrada Lda Livraria Portugal, Rua do Carmo, 70 Lisbonne.

ROUMANIE. — Cartimex, Str. Aristide-Briand 14-18, P.O.B. 134-135, Bucarest.

ROYAUME-UNI. — H.M. Stationery Office, P.O. Box 569, Londres S.E.1. (10/-).

SUÈDE. — A/B C.E. Fritzes, Kungl. Hovbokhandel, Fredsgatan 2, Stockholm, 16. Pour « Le Courrier » seulement : Svenska Unescoradet Vasagatan 15-17, Stockholm, C. (Kr. 7.50).

SUISSE. — Europa Verlag, 5, Rämistrasse, Zürich. C.C.P. Zürich VIII./23383. Payot, 40, rue du Marché, Genève. C.C.P. 1-236.

Pour le Courrier seulement : Georges Losmaz, 1, rue des Vieux Grenadiers, Genève, CCP 1-4811 (Fr. 5 8).

TCHÉCOSLOVAQUIE. — Artia Ltd, 30, Ve Smeckáč, Prague 2.

TURQUIE. — Librairie Hachette, 469, Istiklal Caddesi, Beyoglu, Istanbul.

U.R.S.S. — Mezhdunarodnaja Kniga, Moscou, G-200.

URUGUAY. — Unesco Centro de Cooperación Científica para America Latina, Bulevar Artigas 1320-24, Casilla de Correo 859, Montevideo (20 Pesos).

VIET-NAM. — Librairie Papeterie Xuan-Thu, 185-193, rue Tu-Do, B.P. 283, Saigon.

YOUgoslavIE. — Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11 Belgrade.

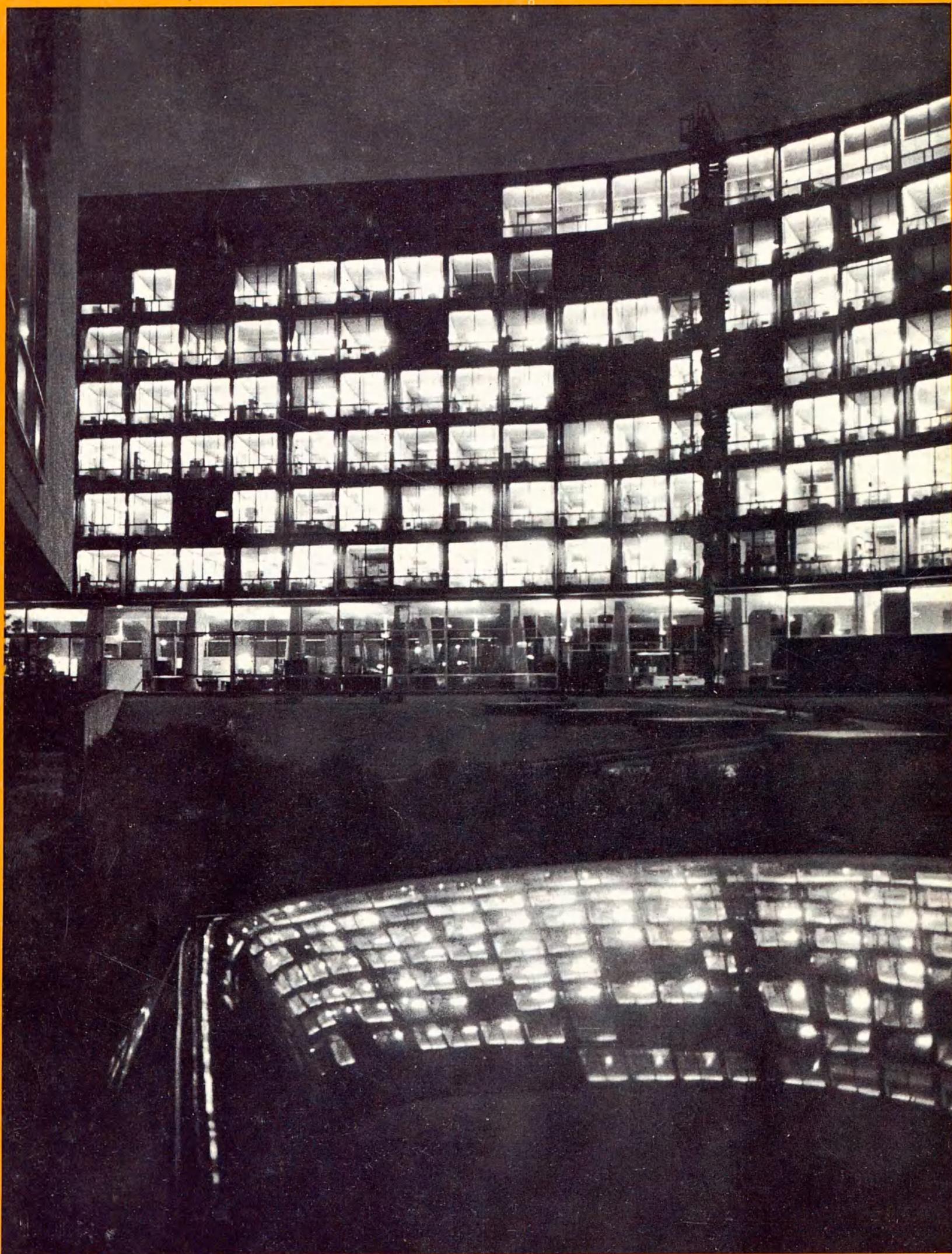


Photo © Willy Ronis, Paris

REFLETS NOCTURNES. Les lumières du bâtiment du Secrétariat de l'Unesco se reflètent sur une voiture en stationnement, pendant la récente Conférence générale de l'Unesco. Au cours de leurs discussions, les délégués de 98 nations ont accordé la priorité à l'éducation en approuvant le programme le plus ambitieux de l'histoire de l'Organisation (voir page 4). 16 des 17 pays devenus membres de l'Unesco depuis la dernière Conférence générale de 1958 sont des nouvelles nations d'Afrique (voir p. 17).